

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU
DEVELOPPEMENT**

BURKINA FASO
Unité - Progrès – Justice

CABINET

**COMITE NATIONAL DE
POLITIQUE ECONOMIQUE**

**RAPPORT SUR LA SITUATION
ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU
BURKINA FASO A FIN SEPTEMBRE 2020**

[Surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA]

Version finale

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	ii
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	iv
RESUME	v
INTRODUCTION	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONALE	2
1.1. Pays industrialisés	2
1.2. Economies émergentes et pays en développement	3
1.3. Marchés des produits exportés et des changes	4
II. CONJONCTURE NATIONALE.....	5
2.1 SECTEUR REEL ET PRIX	5
2.1.1 Evolution du PIB suivant l'optique de l'offre	5
2.1.1.1 Secteur primaire.....	5
2.1.1.2 Secteur secondaire.....	6
2.1.1.3 Secteur tertiaire.....	7
2.1.2 Evolution du PIB suivant l'optique de la demande.....	7
2.1.2.1 Consommation.....	7
2.1.2.2 Investissement.....	7
2.1.2.3 Echanges extérieurs.....	8
2.1.3 Prix et inflation	8
2.2 FINANCES PUBLIQUES.....	10
2.2.1 Recettes totales et dons.....	10
2.2.1.1 Recettes totales.....	11
2.2.1.2 Dons.....	11
2.2.2 Dépenses totales et prêts nets.....	11
2.2.2.1 Dépenses courantes.....	11
2.2.2.2 Dépenses en capital.....	12
2.2.3 Soldes budgétaires caractéristiques.....	13
2.2.3 Financement.....	13
2.2.4 Dette publique	13
2.3 SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	14
2.4 SITUATION MONETAIRE - MARCHE MONETAIRE ET TAUX D'INTERET	16
2.4.1. Situation monétaire.....	16
2.4.2. Actifs extérieurs nets.....	16
2.4.3. Créances intérieures.....	17
2.4.4. Masse monétaire	17
2.4.5. Marché monétaire et taux d'intérêt.....	18
2.5 REFORMES, MESURES ET ACTIONS.....	19
III. SUIVI DES INDICATEURS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE	22
IV. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RIPOSTE ECONOMIQUE A LA CRISE SANITAIRE	22
CONCLUSION.....	26
ANNEXES.....	a

SIGLES ET ACRONYMES

AEN	: Actifs Extérieurs Nets
AFD	: Agence française de développement
BAD	: Banque africaine de développement
BADEA	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	: Banque islamique de développement
BOAD	: Banque ouest-africaine de développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CNGCP	: Comité national de gestion de la crise de la pandémie
DDP	: Direction de la dette publique
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTI	: Droits et Taxes Indirects
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FESPACO	: Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FIMO	: Foire internationale multisectorielle de Ouagadougou.
FMI	: Fonds Monétaire International
GERIF	: Gestion du Recoupement d'Informations Fiscales
HIMO	: Haute intensité de main d'œuvre
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
LFI	: Lois de finances initiales
LFR	: Lois de finances rectificatives
MINEFID	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
ONG-AD	: Organisations non gouvernementales et associations de développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNDES	: Plan National de Développement Economique et Social
PTF	: Partenaires techniques et financiers
RN	: Route Nationale
SAMAO	: Semaine des activités minières d'Afrique de l'ouest
SIAO	: Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement mesurés
SINTAX	: Système Informatisé de Taxation
SITHO	: Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou
SNC	: Semaine Nationale de la Culture
SNU	: Système des nations unies

SYDONIA	:	Système douanier automatisé
SYLVIE	:	Système de Liaison Virtuelle pour les Opérations d'Importation et d'Exportation
TOFE	:	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	:	Union européenne
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Evolution des indices par fonction de consommation (en %)	10
Tableau 2 : Evolution des recettes totales et dons entre fin septembre 2019 et fin septembre 2020 (milliards FCFA) 11	11
Tableau 3 : Evolution des dépenses entre fin septembre 2019 et fin septembre 2020 (milliards FCFA).....	13
Tableau 4 : Evolution de l'encours la dette publique de décembre 2019 à septembre 2020 (milliards de FCFA)	14
Graphique 1 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle, de l'INHPC et du taux d'inflation en glissement annuel	9

RESUME

En 2020, les perspectives défavorables sur le déroulement de l'activité économique, à la suite de l'apparition de la pandémie de coronavirus en début d'année, se sont davantage détériorées au cours des trimestres suivants. Le PIB mondial, après une performance de 2,9% en 2019, devrait connaître une contraction de 4,9% en 2020. Cette récession sans précédent de l'activité économique se ressentirait aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement.

Au niveau national, l'activité économique évolue dans un contexte sociopolitique et sanitaire difficile, marqué par la persistance des attaques terroristes entraînant un déplacement interne des populations, la poursuite des revendications sociales et la crise sanitaire liée à la Covid-19. Le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 1,4% en 2020 contre 5,7% en 2019.

S'agissant de l'inflation, elle s'établirait à 0,1% à fin septembre 2020.

Dans le domaine des finances publiques, il serait observé une importante baisse des recettes propres et l'apparition de nouvelles priorités à satisfaire afin de faire face aux conséquences de cette pandémie. Un tel contexte qui impose de nouveaux défis nécessite de nouvelles stratégies pour y faire face. Afin de parvenir à une nouvelle configuration du budget, des ajustements ont été opérés à travers une loi de finances rectificative.

Le solde global des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire de 498,8 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre un déficit de 173,3 milliards de FCFA à fin septembre 2019, en détérioration de 325,5 milliards de FCFA.

L'encours provisoire de la dette publique à fin septembre 2020 s'est établi à 4 630,0 milliards de FCFA, en augmentation de 17,1% par rapport à fin décembre 2019. Cet accroissement de l'encours de la dette est imputable aussi bien à sa composante intérieure qui a progressé de 524,1 milliards de FCFA (+27,4%) qu'à celle extérieure, en hausse de 153,6 milliards de FCFA (+7,5%).

Quant aux comptes extérieurs, ils seraient caractérisés par une forte progression des exportations, en liaison principalement avec la hausse des expéditions d'or non monétaire, induite par l'envolée de son cours, et du coton et une baisse des importations dans un contexte de repli du cours du baril. En outre, il est prévu une hausse des appuis extérieurs à l'Etat dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et une diminution des flux nets au titre des autres investissements du secteur privé et de l'Administration publique (-13,2 milliards de FCFA). Dans l'ensemble, les transactions courantes avec le reste du monde se traduiraient par un excédent de 179,1 milliards de FCFA en 2020 et par une amélioration de l'excédent du solde global de la balance des paiements pour se situer à 130,2 milliards de FCFA.

INTRODUCTION

Le rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso à fin septembre 2020 est élaboré conformément au canevas issu de la recommandation du Conseil des ministres de l'Union relative aux modalités de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres, suite à la déclaration de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (CCEG) de l'Union du 27 avril 2020 qui a décidé de la suspension temporaire du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) entre les Etats membres de l'UEMOA. Cette déclaration vise à permettre aux Etats membres de disposer d'une marge budgétaire nécessaire pour faire face aux effets de la pandémie liée à la Covid-19.

Conformément à la recommandation n°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres de l'UEMOA pendant la période de suspension du Pacte, les Etats membres sont invités à transmettre à la Commission un rapport trimestriel sur la situation économique et financière.

A cet effet, le présent rapport est élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation du Conseil des Ministres sous le nouveau canevas.

Le rapport s'articule autour de quatre points : (i) environnement international et régional, (ii) conjoncture nationale, (iii) suivi des indicateurs de la politique budgétaire et (iv) état de mise en œuvre du plan de riposte à la crise sanitaire.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL

Au niveau **mondial**¹, les perspectives initialement défavorables sur le déroulement de l'activité économique en 2020, à la suite de l'apparition de la pandémie du corona virus en début d'année, se sont davantage détériorées au cours du deuxième trimestre de l'année.

Les graves perturbations socio-économiques causées par cette crise sanitaire se sont matérialisées par de nombreuses pertes en vies humaines. Les mesures drastiques prises (confinement presque mondial, diverses mesures restrictives, mise en quarantaine des villes, annulation des vols de voyageurs, rupture dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, etc.) ont engendré une récession économique au premier semestre de l'année 2020.

Ainsi, l'affaiblissement de l'activité économique mondiale en 2020 serait bien plus sévère qu'initialement prévu en avril 2020. Le PIB mondial, après une performance de 2,9% en 2019, devrait connaître une contraction de 4,9% en 2020². Cette récession sans précédent de l'activité économique se ressentirait aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Dans les pays avancés, la croissance devrait passer de 1,7% en 2019 à -8,0% en 2020. Pour les pays émergents et en développement, elle s'établirait à -3,0% en 2020 contre 3,7% en 2019.

L'inflation globale baisserait en 2020 aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, en raison essentiellement de la contraction de l'activité économique mondiale et de l'effondrement du prix du pétrole. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'établirait à 0,3% en 2020, après 1,4% en 2019. Il se situerait à 4,4% en 2020 contre 5,1% en 2019 dans les pays émergents et en développement. Pour 2021, l'inflation globale augmenterait de 0,8 point et de 0,1 point respectivement dans les pays avancés et dans les pays émergents et en développement.

1.1. Pays industrialisés

Aux **Etats-Unis**, la vitesse et l'intensité des conséquences économiques liées à la pandémie de la Covid-19 sont sans précédent. L'activité économique connaîtrait une contraction en 2020, en lien avec les arrêts partiels des unités de production avec pour corollaire une envolée du chômage. En effet, au cours des deux dernières semaines de mars, près de 10 millions de personnes ont déposé des demandes d'allocations de chômage, ce qui n'avait jamais été observé, même au pire moment de la crise financière mondiale de 2008. En somme, la croissance passerait de 2,3% en 2019 à -8,0% en 2020.

Concernant l'inflation, le taux passerait de 1,8% en 2019 à 0,5% en 2020.

Sur le marché du travail, le taux de chômage ressortirait à 10,4% en 2020 contre 3,7% en 2019.

Dans la **zone euro**, l'activité économique connaîtrait une récession en 2020. Cette récession se ressentirait dans de nombreux pays de la zone, notamment en Italie (-12,8%), en Espagne (-12,8%), en France (-12,5%) et en Allemagne (-7,8%). En somme, la croissance économique de la zone se situerait à -10,2% en 2020 contre 1,3% en 2019.

S'agissant de l'inflation, le taux serait de 0,2% en 2020 contre 1,2% en 2019, en lien principalement avec la chute du prix du pétrole.

¹ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)*, juin 2020.

² La contraction de l'activité économique mondiale était attendue à -3,0% dans les « perspectives de l'économie mondiale (PEM) » d'avril et juin 2020.

Sur le marché du travail, le taux de chômage se situerait à 10,4% en 2020, en dégradation par rapport au taux de 7,6% en 2019.

En **France**, la croissance économique s'établirait à -12,5% en 2020 contre 1,5% en 2019. Pour 2021, elle s'afficherait à 7,3%.

Concernant l'inflation, après 1,3% en 2019, le taux baisserait à 0,3% en 2020, sous l'effet de la forte baisse du prix du pétrole.

Sur le marché du travail, le taux de chômage se fixerait à 10,4% en 2020 contre 8,5% un an plus tôt.

Au **Royaume-Uni**, le taux de croissance économique se situerait à -10,2% en 2020 contre 1,4% en 2019.

S'agissant de l'inflation, elle diminuerait à 1,2% en 2020 contre 1,8% en 2019. En projection, elle est attendue à 1,5% en 2021.

Au niveau de l'emploi, le taux de chômage serait de 4,8% en 2020 contre 3,8% en 2019.

Au **Japon**, l'activité économique connaîtrait une récession en 2020. Le taux de croissance économique s'afficherait à -5,8% en 2020 après 0,7% en 2019.

En matière d'inflation, le taux s'établirait à 0,2% en 2020 contre 0,5% en 2019, sous l'effet du relèvement attendu du taux de l'impôt.

Sur le marché du travail, le taux de chômage serait de 3,0% en 2020 contre 2,4% en 2019.

1.2. Pays émergents et pays en développement

En **Chine**, foyer originel de l'épidémie du corona virus, le taux de croissance économique fléchirait en 2020, en raison des fortes baisses de la production industrielle, des ventes au détail et de l'investissement observées au premier trimestre. En 2020, la croissance devrait se situer à 1,0% contre 6,1% en 2019.

S'agissant de l'inflation, le taux resterait quasiment stable, en s'établissant à 3,0% en 2020 après 2,9% en 2019.

Sur le marché du travail, le taux de chômage se situerait à 4,3% en 2020 contre 3,6% en 2019.

En **Afrique subsaharienne**, l'activité économique se contracterait en 2020. En effet, le taux de croissance économique s'afficherait à -3,2% en 2020 contre 3,1% en 2019.

Concernant les prix, les pressions inflationnistes se maintiendraient en 2020, expliquées principalement par les perturbations de l'approvisionnement en produits importés suite aux mesures barrières (fermeture des frontières) pour contrer la propagation de la Covid-19. Ainsi, le taux d'inflation s'élèverait à 9,3% en 2020 contre 8,4% en 2019.

Au **Nigeria**, l'activité économique se contracterait à -5,4% en 2020 contre une croissance de 2,2% en 2019, sous l'effet notamment de la chute du cours du pétrole. Pour 2021, le taux de croissance ressortirait à 2,6%. En matière d'inflation, le taux se situerait à 13,4% en 2020 contre 11,4% en 2019.

Au **Ghana**, le rythme de croissance de l'activité économique enregistrerait une décélération pour se fixer à 1,5% en 2020 contre 6,1% en 2019. Au niveau de l'inflation, le taux atteindrait une pointe de 9,7% en 2020 après 7,2% en 2019.

Dans l'**UEMOA**, en 2020, les pays de la zone seraient durement éprouvés par la récession au niveau mondial. La croissance de l'Union subirait les effets des mesures de confinement, la baisse des cours des matières premières et la rupture des chaînes d'approvisionnement

mondiales. La réduction de l'activité économique au sein de l'Union européenne et en Chine, premiers partenaires commerciaux des pays membres de la zone, entraînerait une baisse des exportations et des importations, retardant l'acquisition de divers biens intermédiaires, avec des conséquences négatives sur l'expansion du secteur industriel, des BTP, du transport et du commerce. Initialement projetée à 6,6% en 2020, la croissance de l'Union devrait tomber à 1,3% après 6,1% en 2019³. Le taux d'inflation est attendu à 1,8% en 2020 après -0,7% en 2019.

1.3. Marchés des principaux produits et des changes

▪ L'or

En septembre 2020, le cours de l'onze d'or a enregistré une baisse. En effet, il s'est affiché à 1 923,5 dollars US contre 1 972,2 dollars US en août, soit une baisse de 2,4%. En moyenne, il a enregistré une hausse de 11,8% au troisième trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il est en hausse de 27,4%.

▪ Le zinc

En septembre 2020, le cours de la tonne de zinc connaît une hausse en s'affichant à 2 442,5 dollars US contre 2 410,1 dollars US en août 2020, soit une progression de 1,3%. Au troisième trimestre, le cours du zinc est en hausse de 19,1% en moyenne par rapport au trimestre précédent. Comparé à septembre 2019, le cours de la tonne de zinc est en hausse de 4,8%.

▪ Le coton

Le cours de la tonne de coton a enregistré en septembre 2020 une hausse de 1,2% en s'affichant à 1 561,1 dollars US contre 1 541,9 dollars US en août 2020. En moyenne trimestrielle, il est en repli de 6,2%. Comparé à septembre 2019, le cours de la tonne de coton est en baisse de 0,7%.

▪ Le pétrole

Le cours du baril de pétrole a enregistré une baisse de 7,2% en septembre 2020, se situant à 41,1 dollars US contre 44,3 dollars US un mois plus tôt. Au cours du troisième trimestre, le cours du baril a été en hausse moyenne de 36,1% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours du baril est en recul de 34,1%.

▪ Le cours du dollars US

Le cours du dollar US par rapport au FCFA a enregistré une appréciation de 0,3% en septembre 2020. En effet, il s'est affiché à 556,3 FCFA contre 554,6 FCFA, un mois plus tôt. Le cours moyen du dollar s'est situé à 561,1 FCFA au troisième trimestre 2020, soit une dépréciation de 5,9% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours du dollar US a enregistré une dépréciation de 6,7%.

³ *Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA, septembre 2020.*

II. CONJONCTURE NATIONALE

2.1 SECTEUR REEL ET PRIX

L'activité économique en 2020 évolue dans un contexte sociopolitique et sanitaire relativement difficile, marqué par la persistance des attaques terroristes entraînant un déplacement interne de populations, la poursuite des revendications sociales et la crise sanitaire liée à la Covid-19. En outre, après une installation tardive avant d'enregistrer les pluies régulières à partir du mois d'août, la campagne agricole serait jugée globalement bonne dans six (06) des treize (13) régions. La fragilité de la situation économique du pays est renforcée par la crise sanitaire au premier semestre 2020. En effet, le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 1,4% en 2020 contre 5,7% en 2019. Le PIB courant s'établirait à 9 071,7 milliards de FCFA en 2020.

2.1.1 Evolution du PIB suivant l'optique de l'offre

L'activité économique enregistrerait une croissance de 1,4% en 2020 contre 5,7% en 2019, largement en deçà des attentes du PNDES (8,3%). Cette baisse de la croissance serait imputable à l'ensemble des secteurs.

2.1.1.1 Secteur primaire

L'activité du **secteur primaire** enregistrerait une croissance de 4,1% en 2020, après 1,0% en 2019. Cette évolution serait principalement liée au dynamisme du secteur de l'agriculture, notamment celle de rente (+3,9% en 2020 contre -6,7% en 2019).

S'agissant de **l'agriculture vivrière**, l'accroissement de sa valeur ajoutée (+7,0%) serait imputable à la hausse de la production céréalière de 6,7% par rapport à la campagne précédente. Cette production s'établirait à 5 272 173 tonnes pour la campagne agricole 2020/2021.

Quant à **l'agriculture de rente**, la croissance de sa valeur ajoutée (+3,9%) s'expliquerait principalement par la hausse de la production de coton de 6,0%, correspondant à une quantité de 490 300 tonnes. Cet accroissement s'expliquerait par la mise à disposition de semences et d'intrants de qualité aux producteurs, un bon suivi des itinéraires techniques, l'apurement des impayés internes et externes des producteurs pour les campagnes cotonnières 2017/2018 et 2018/2019 et la mise en place d'un comité de haut niveau (interministériel) pour le suivi rapproché de la filière. En outre, la mise en exploitation de l'usine d'égrenage de coton biologique de Koudougou, la construction de la deuxième usine d'égrenage de coton de Faso coton et l'assainissement de la gestion dans les sociétés coopératives des producteurs de coton (SCOOPS-PC) seraient d'autres sources incitatives à l'accroissement de la production.

La campagne agricole 2020/2021, malgré une installation difficile marquée par des poches de sécheresse, présente une physionomie relativement satisfaisante. L'activité agricole tirerait profit de la mise à disposition aux producteurs de 362 tracteurs, 5 271 matériels agricoles composés de charrettes, charrues et semoirs ainsi que de 143 motoculteurs. Le secteur bénéficierait également des actions en vue de l'amélioration des rendements, à travers la mise à disposition de 44 676 tonnes d'engrais minéraux et de 12 361 tonnes de semences améliorées en 2020.

En outre, dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité de l'agriculture à la pluviosité capricieuse, les actions de maîtrise de l'eau seront renforcées, à travers les technologies innovantes d'irrigation, l'aménagement de 6 363 ha de superficie de nouveaux bas-fonds, 4 664 ha de superficie de périmètres irrigués, 729 ha de superficie de nouveaux périmètres maraîchers et la mise en place de 204 modèles d'exploitations agricoles performants et résilients face aux changements climatiques.

Concernant le sous-secteur de l'élevage, il enregistrerait une hausse de 2,3% de sa valeur ajoutée en 2020. Son dynamisme se renforcerait par :

- la sécurisation de 7 200 ha de terres ;
- la matérialisation de 5 000 ha d'espaces pastoraux, de 121 km de pistes et couloirs;
- le balisage de 50 475 ha d'aires de pâturage, de 137 km de pistes à bétail et 45 km de couloirs d'accès ;
- l'amélioration de la santé animale et de la santé publique vétérinaire ;
- l'amélioration de la compétitivité des productions animales et le développement des productions halieutiques et aquacoles.

En somme, le poids du **secteur primaire** dans le PIB serait de 24,0% en 2020 contre 24,5% en 2019. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,0 point de pourcentage en 2020 contre 0,3 point en 2019.

2.1.1.2 Secteur secondaire

La valeur ajoutée du **secteur secondaire** enregistrerait une croissance de 2,3% en 2020 contre 1,6% en 2019. Cette accélération en 2020 s'expliquerait principalement par l'activité du sous-secteur des industries extractives dont la valeur ajoutée a bénéficié d'une croissance de 1,9% contre 0,6% en 2019, contribuant pour 0,3 point de pourcentage à la croissance globale de l'économie.

L'activité de production des **industries extractives** se renforcerait malgré l'impact de la crise sanitaire sur ce secteur. Ainsi, il est attendu au total une production d'or de 53 379 kg en 2020, en accroissement de 1,9% par rapport à 2019.

Concernant le sous-secteur de **l'égrenage de coton**, la valeur ajoutée augmenterait de 6,5% en 2020, après une baisse de 2,5% en 2019, sous l'effet de la bonne campagne cotonnière 2019/2020.

S'agissant du sous-secteur des **BTP**, sa valeur ajoutée croîtrait de 3,9% en 2020 contre - 5,8% en 2019, soutenue par la poursuite de grands travaux. Il s'agit, entre autres, de l'entretien, de la réhabilitation et de l'aménagement de pistes rurales dans les treize régions, des travaux de bitumage, de réhabilitation et de renforcement de routes et des travaux d'aménagement des voiries urbaines dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Le sous-secteur profiterait également des travaux d'aménagement entrant dans le cadre de l'organisation des festivités du 11 décembre 2020 à Banfora et de la poursuite des travaux de construction de l'aéroport international de Donsin.

Au total, la contribution du **secteur secondaire** à la formation du PIB se situerait à 24,6% en 2020 contre 22,2% en 2019. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 0,5 point de pourcentage contre 0,3 point en 2019.

2.1.1.3 Secteur tertiaire

Le **secteur tertiaire** connaîtrait une forte décélération de la croissance de sa valeur ajoutée (0,0% en 2020 après +10,4% en 2019). Cette évolution de l'activité du secteur tertiaire serait imputable à la baisse de la valeur ajoutée du secteur marchand (-2,4%) durement impactée par les mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie de la Covid-19. Les activités les plus touchées sont entre autres celles relatives à l'hébergement et la restauration, au transport de passagers et à l'organisation de manifestations (annulation du SIAO, de la SAMAO et d'autres grandes rencontres).

Toutefois, avec la tenue des élections présidentielle et législatives prévues le 22 novembre 2020, le secteur tertiaire pourrait bénéficier des retombées des activités de campagnes électorales.

La valeur ajoutée des **services non marchands** connaîtrait un accroissement de 1,7% en lien avec les dépenses du personnel.

En résumé, la contribution du secteur tertiaire (y compris DTI et SIFIM) à la formation du PIB serait de 51,4% en 2020 contre 53,3% en 2019. En termes de contribution à la croissance du PIB, le secteur tertiaire contribuerait pour -0,1 point de pourcentage en 2020 contre 4,7 points de pourcentage en 2019.

2.1.2 Evolution du PIB suivant l'optique de la demande

La croissance du PIB réel en 2020 serait portée par les échanges extérieurs (+2,5 points de pourcentage) et la consommation finale (+0,2 point de pourcentage). Les investissements y contribueraient négativement (-1,3 point de pourcentage).

2.1.2.1 Consommation

La consommation finale se situerait à 6 934, 8 milliards de FCFA en 2020 contre 6 753, 2 milliards de FCFA en 2019, soit une faible hausse de 2,7% par rapport à 2019 (+6,5%). Cette évolution serait imprimée aussi bien par sa composante publique (+2,5%) que privée (+2,8%). La hausse de la consommation finale publique serait essentiellement liée à la poursuite des mesures sociales (travaux HIMO, gratuité des soins obstétricaux et néonataux d'urgences et recrutement d'agents de santé à base communautaire), à la régularisation salariale de certains corps de l'Administration publique et à l'adoption de mesures d'accompagnement dans le cadre de la Covid-19. Quant à celle de la composante privée, elle serait attribuable à la hausse des revenus mixtes des ménages, liée à la production vivrière et de rente de la campagne agricole 2020/2021.

La contribution de la consommation finale à la croissance serait de +0,2 point de pourcentage en 2020 contre 5,4 points de pourcentage en 2019.

2.1.2.2 Investissement

La Formation brute de capital fixe (FBCF), en baisse de 7,7%, ressortirait à 1 691,1 milliards de FCFA en 2020 contre 1 831,4 milliards de FCFA en 2019. Cette régression serait imputable principalement à la FBCF privée (-20,6%) en lien avec le ralentissement de l'activité économique induit par la pandémie de la Covid-19.

Pour ce qui concerne l'investissement public, la poursuite des grands chantiers d'infrastructures socio-économiques et les investissements structurants du PNDES pourraient expliquer sa progression (+7,6%).

En somme, l'investissement contribuerait négativement à hauteur de -1,3 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2020 contre une contribution positive de 2,2 points de pourcentage en 2019. Le taux d'investissement (FBCF/PIB) serait en repli à 18,6% en 2020 contre 21,5% en 2019.

2.1.2.3 Echanges extérieurs

Le solde des **échanges extérieurs** serait excédentaire de 150,9 milliards de FCFA en 2020 contre un déficit de 316,7 milliards de FCFA en 2019. Cette situation en 2020 serait essentiellement soutenue par un excédent sur les échanges de biens (+614,0 milliards de FCFA).

Les **exportations** de biens et services passeraient de 2 618,6 milliards de FCFA en 2019 à 3 064,8 milliards de FCFA en 2020, en hausse de 17,0% (+446,2 milliards de FCFA). Cette progression serait essentiellement liée aux ventes d'or (+353,2 milliards de FCFA) et de coton (+26,3 milliards de FCFA).

Quant aux **importations** de biens et services, elles évolueraient de 2 935,3 milliards de FCFA en 2019 à 2 914,0 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 0,7% (-21,4 milliards de FCFA). Cette baisse se justifierait principalement par les importations en produits pétroliers (-84,1 milliards FCFA).

Les échanges extérieurs contribueraient positivement à hauteur de 2,5 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2020 contre une contribution négative de 1,9 point de pourcentage en 2019.

2.1.3 Prix et inflation

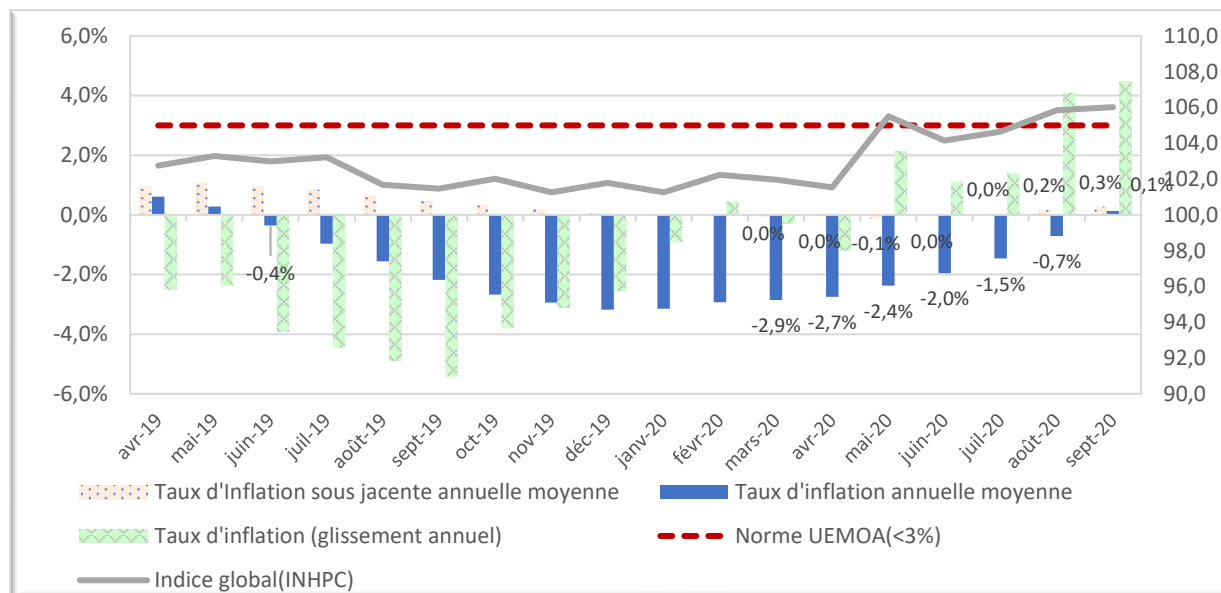
➤ Inflation en moyenne annuel⁴

L'indicateur de convergence est mesuré par le taux d'inflation en moyenne annuelle. Il est mesuré sur les douze derniers mois, c'est à dire la moyenne de l'indice d'octobre 2019 à septembre 2020 divisé par l'indice moyen d'octobre 2018 à septembre 2019.

Ainsi, l'inflation annuelle moyenne ressort à 0,1% sous l'effet principal de la hausse des prix des produits alimentaires ces dernières années en raison de la situation sécuritaire qui perturbe la chaîne de commercialisation des produits locaux qui connaissent une hausse de 0,1%. Les prix des produits importés stagnent. En moyenne annuelle, les prix des produits frais régressent à fin septembre (-0,8%) tandis que l'inflation sous-jacente hausse de 0,3%. Les prix des produits énergétiques connaissent une légère baisse de 0,2%.

⁴ L'INSD a commencé en 2018 le calcul de l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) base 2014 et c'est donc cette série qui est désormais utilisée pour les notes sur les prix.

Graphique 1 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle, de l'INHPC et du taux d'inflation en glissement annuel



Source : INSD, IHPC de novembre 2020

➤ **Evolution des prix au troisième trimestre 2020 comparée aux prix au troisième 2019**

Au cours du troisième trimestre de l'année 2020, l'inflation augmente de 3,3% par rapport au troisième de 2019, sous l'influence d'une hausse des produits alimentaires (+5,9%) des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants(+6,6%) conjuguée à une baisse des produits liés au logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles(-1,9%). Les prix à la consommation des produits importés augmentent faiblement (+0,6%) tandis que ceux des produits locaux connaissent une forte hausse (+4,5%). Les prix des produits frais connaissent également une forte hausse (+9,4%), conséquence de la crise sanitaire de la Covid-19 qui a entraîné une inflation des prix des produits frais du fait de la fermeture des marchés. Par contre, ceux de l'énergie baissent (-3,0%) sous l'influence de la crise liée à la pandémie de la Covid-19 entraînant ainsi une chute de la demande mondiale. L'inflation sous-jacente (celle hors produits frais et énergie) ressort à 0,7%.

Tableau 1 : Evolution des indices par fonction de consommation (en %)

			IHPC Base 2014			Taux d'inflation annuelle moyenne (12 derniers mois)			Evolutions trimestrielles de l'inflation		
		Pond.	2020-Trim1	2020-Trim2	2020-Trim3	juil-20	août-20	sept-20	T1-2020 / T1-2019	T2-2020 / T2-2019	T3-2020 / T3-2019
13	INDICE GLOBAL	10000	101,8	103,7	105,5	-1,5	-0,7	0,1	-0,3	0,7	3,3
01	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5016,8	100,9	106,2	108,3	-2,7	-1,4	0,1	-1,0	2,5	5,9
02	Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	285	126,0	124,3	138,2	-2,9	-1,6	-0,7	-1,6	-6,8	6,6
03	Articles d'habillement et chaussures	627,47	101,3	101,3	101,3	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0
04	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,7	101,4	91,9	96,3	0,1	-0,2	-0,5	3,3	-6,9	-1,9
05	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,24	101,2	101,2	101,3	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
06	Santé	225,91	100,4	100,4	100,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
07	Transports	848,84	100,1	99,0	98,6	0,6	0,4	0,2	0,6	-0,4	-0,7
08	Communication	260,84	98,8	98,8	98,8	-4,6	-3,7	-2,8	0,0	0,3	0,2
09	Loisirs et culture	134,63	101,1	101,1	101,1	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,1	0,1
10	Enseignement	172,05	107,4	107,4	107,4	2,5	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7
11	Restaurants et Hôtels	622,29	105,5	105,7	104,8	0,6	0,5	0,5	0,2	0,7	0,0
12	Biens et services divers	406,26	100,8	100,8	100,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
	Local	5016,8	102,1	105,0	107,1	-2,0	-1,0	0,1	-0,5	1,1	4,5
	Importé	285	102,2	101,7	102,8	-0,3	-0,1	0,0	0,1	-0,5	0,6
	Energie	5016,8	99,6	87,8	92,2	0,8	0,3	-0,2	4,6	-8,4	-3,0
	Produits frais	285	99,9	107,5	112,6	-5,4	-3,4	-0,8	-2,4	1,8	9,4
	Hors Energie et Produits frais	285	103,5	103,7	103,9	0,0	0,2	0,3	0,2	0,4	0,7

Source : INSD, IHPC de novembre 2020

2.2 FINANCES PUBLIQUES

Le budget de l'Etat, exercice 2020, s'exécute dans un contexte national difficile, marqué par la persistance des remous sociaux et des attaques terroristes ainsi que l'avènement de la pandémie de la Covid-19. L'effet conjugué de ces facteurs, notamment la Covid-19, a lourdement impacté l'économie nationale en général et le budget de l'Etat en particulier. En effet, il serait observé une importante baisse des recettes propres par rapport à la LFI et l'apparition de nouvelles priorités à satisfaire afin de faire face aux conséquences de cette pandémie. Un tel contexte qui impose de nouveaux défis nécessite de nouvelles stratégies pour y faire face. Afin de parvenir à une nouvelle configuration du budget, des ajustements ont été opérés à travers une loi de finances rectificative.

2.2.1 Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1421,3 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 1 360,6 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit une hausse de 4,5%. Cette progression s'explique par l'accroissement des dons de 161,5

milliards de FCFA, les recettes propres ayant enregistré une contraction de 100,7 milliards de FCFA.

2.2.1.1 Recettes totales

Les recouvrements des recettes propres se sont établis à 1 214,2 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 1 314,9 milliards de FCFA une année auparavant, en baisse de 7,7%. Cette contreperformance est imputable aussi bien au recul des recettes non fiscales de 82,6 milliards de FCFA qu'à celui des recettes fiscales de 18,2 milliards de FCFA.

Les recettes fiscales se sont contractées de 1,8% par rapport à fin septembre 2019 pour se situer à 1 017,0 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Cette contraction est attribuable principalement aux « impôts sur revenus et bénéfiques » (-12,8 milliards de FCFA) et aux « impôts sur commerce et transactions internationales » (-11,1 milliards de FCFA).

A fin septembre 2020, les recettes non fiscales se sont établies à 197,2 milliards de FCFA contre 279,7 milliards de FCFA à la même période en 2019, en baisse de 29,5%. Cette baisse est imputable aux recettes sur la licence de téléphonie mobile qui sont passées de 120,0 milliards de FCFA à fin septembre 2019 à 45,0 milliards de FCFA à fin septembre 2020.

2.2.1.2 Dons

La mobilisation des dons s'est élevée à 207,1 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 45,6 milliards de FCFA à fin septembre 2019 (+161,5 milliards de FCFA). Cette évolution est imputable aussi bien à l'augmentation des dons programmes (+88,2 milliards de FCFA) qu'à celle des dons projets (+73,3 milliards de FCFA).

L'accroissement des dons en 2020 est attribuable à l'accompagnement des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la solidarité internationale pour faire face aux effets de la Covid 19.

Tableau 2 : Evolution des recettes totales et dons entre fin septembre 2019 et fin septembre 2020 (milliards FCFA)

	Fin septembre 2019	Fin septembre 2020	Ecart absolu	Variation en %
Recettes totales et dons	1 360,6	1 421,3	60,8	4,5
Recettes totales	1 314,9	1 214,2	- 100,7	-7,7
Recettes fiscales	1 035,2	1 017,0	- 18,2	-1,8
Recettes non fiscales	279,7	197,2	- 82,6	-29,5
Dons	45,6	207,1	161,5	353,8
Projets	32,8	106,1	73,3	223,6
Programmes	12,9	101,0	88,2	685,2

Source : DGTCP/DSOFE, TOFE, novembre 2020

2.2.2 Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 1 920,2 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 1 533,9 milliards de FCFA à fin septembre 2019, en hausse de 25,2%. Cette évolution est portée aussi bien par les dépenses en capital (+75,0%) que par les dépenses courantes (+10,3%).

2.2.2.1 Dépenses courantes

Les **dépenses courantes** ont été exécutées à hauteur de 1 343,6 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 1 217,7 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit une

augmentation de 125,8 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable aux transferts courants (+57,0 milliards de FCFA), aux dépenses de personnel (+42,4 milliards de FCFA) et aux intérêts de la dette (+33,8 milliards de FCFA), les dépenses de fonctionnement ayant connu une baisse de 7,4 milliards de FCFA.

Les **dépenses de personnel** se sont chiffrées à 674,7 milliards de FCFA à fin septembre 2020, en hausse de 6,7% par rapport à fin septembre 2019. Cet accroissement s'expliquerait principalement par les effectifs additionnels, la prise en charge des accords signés par le Gouvernement vis-à-vis de certains partenaires sociaux, les avancements et les promotions statutaires.

Les **dépenses de fonctionnement** se sont situées à 110,6 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 118,0 milliards de FCFA à fin septembre 2019 (-6,2%), en lien avec la dynamique entreprise par le Gouvernement de maîtriser les charges de fonctionnement et le ralentissement du fonctionnement de l'administration publique du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le paiement des **intérêts de la dette publique** est ressorti à 104,5 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 70,6 milliards de FCFA à fin septembre 2019. L'augmentation des charges de la dette est imputable aux intérêts payés au titre de la dette intérieure (+33,5 milliards de FCFA), ceux payés au titre de la dette extérieure étant restés quasi stables (+0,3 milliard de FCFA).

Les **dépenses de transferts courants** ont été exécutées à hauteur de 453,8 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 396,8 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit une hausse de 14,4%.

2.2.2.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital se sont accrues de 245,9 milliards de FCFA (+75,0%) par rapport à fin septembre 2019, en se situant à 573,9 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Cette évolution est imputable à la hausse des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures de 199,1 milliards de FCFA et celles financées sur ressources propres de 46,7 milliards de FCFA.

Concernant les investissements financés sur ressources extérieures, ils s'établiraient à 352,3 milliards de FCFA en 2020 contre 136,5 milliards de FCFA en 2019.

S'agissant de la hausse des dépenses de transferts en capital et restructuration, elle s'expliquerait par la prise en charge des mesures de soutien aux entreprises d'un montant de 60,0 milliards de FCFA, en lien avec la Covid-19.

Tableau 3 : Evolution des dépenses entre fin septembre 2019 et fin septembre 2020 (milliards FCFA)

	Fin septembre 2019	Fin septembre 2020	Ecart absolu	Variation en %
Dépenses totales et prêts nets	1 533,9	1 920,2	386,3	25,2
Dépenses totales	1 545,8	1 917,5	371,8	24,1
Dépenses courantes	1 217,7	1 343,6	125,8	10,3
Salaires	632,3	674,7	42,4	6,7
Dépenses de fonctionnement	118,0	110,6	- 7,4	-6,2
Intérêts dus	70,6	104,5	33,8	47,9
Transferts courants	396,8	453,8	57,0	14,4
Dépenses en capital	328,0	573,9	245,9	75,0
Investissements sur ressources propres	232,9	279,6	46,7	20,1
Investissements sur ressources extérieures	93,9	292,9	199,1	212,1

Source : DGTCP/DSOFE, TOFE, novembre 2020

2.2.3 Soldes budgétaires caractéristiques

Le solde global (base engagement) des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire de 498,8 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre un déficit de 173,3 milliards de FCFA à fin septembre 2019, en détérioration de 325,5 milliards de FCFA. Hors dons, ce solde est ressorti déficitaire de 705,9 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre un déficit de 219,0 milliards de FCFA à fin septembre 2019.

Quant au solde global base caisse, il s'est établi à -584,5 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre -176,0 milliards de FCFA une année auparavant.

2.2.3 Financement

A fin septembre 2020, le déficit base caisse de 584,5 milliards de FCFA a été couvert par un financement intérieur net de 381,7 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 200,7 milliards de FCFA.

2.2.4 Dette publique

À fin septembre 2020, l'encours provisoire de la dette publique est estimé à 4 630,0 milliards de FCFA, soit un accroissement de 17,1% comparativement à fin 2019. Cet encours est constitué de dette extérieure et intérieure de montants respectifs 2 192,9 milliards de FCFA (47,4%) et 2 437,1 milliards de FCFA (52,6%). Cet accroissement de l'encours de la dette est imputable aussi bien à sa composante intérieure qui a progressé de 524,1 milliards de FCFA (+27,4%) qu'à celle extérieure, en hausse de 153,6 milliards de FCFA (+7,5%)

En s'établissant à 2 437,1 milliards de FCFA à fin septembre 2020, l'encours de la dette intérieure a connu un accroissement de 27,4% comparativement à fin 2019 où il était de 1913,0 milliards de FCFA. Cet accroissement est essentiellement expliqué par les émissions de titres publics (Bons et Obligations du Trésor) sur le marché sous régional. En effet, en date du 30 septembre 2020, huit (08) émissions d'emprunts obligataires d'un montant global de 518,4 milliards de FCFA (dont deux (02) par syndication ayant permis de mobiliser 272,6 milliards de FCFA) et treize (13) émissions de Bons du Trésor d'un montant cumulé de 376,7 milliards de FCFA ont été mobilisés. L'encours de ces titres publics s'élève à 1 876,4 milliards de FCFA, représentant 77,0% du volume de la dette intérieure et 40,5% de la dette publique totale. Le montant cumulé des Bons du Trésor

émis en 2020 et arrivant à maturité à fin septembre 2020 est de 117,2 milliards de FCFA. Il convient de préciser que pour faire face à la Covid19, deux émissions de bons du Trésor dénommée Bon Covid ont été mobilisées pour des montants respectifs de 80 milliards de FCFA (émis le 30 avril 2020 et le remboursement est prévu pour le 02 août 2020) et 50 milliards de FCFA (émis le 29 juillet 2020 et le remboursement prévu pour le 28 octobre 2020).

L'augmentation de l'encours provisoire de la dette extérieure, entre fin décembre 2019 et fin septembre 2020, peut s'expliquer par la hausse du niveau de décaissement. Elle est principalement tirée par la dette multilatérale qui avec un encours de 1 930,1 milliards de FCFA, représente à elle seule 88,0% de l'ensemble de la dette extérieure.

S'agissant du service de la dette publique, le montant des paiements à fin septembre 2020 s'élève à 424,5 milliards de FCFA et se répartit entre créanciers extérieurs et intérieurs pour des montants respectifs de 58,0 milliards de FCFA (13,7%) et 366,5 milliards de FCFA (86,3%). Ce service se décompose en remboursement du principal pour 320,3 milliards de FCFA (75,5%) et en paiement d'intérêts pour 104,2 milliards de FCFA (24,5%). La majorité des intérêts payés serait due au secteur non bancaire, essentiellement constitué de titres publics, et représenteraient 81,5% du montant des intérêts de la dette publique.

Tableau 4 : Evolution de l'encours de la dette publique de décembre 2019 à septembre 2020 (milliards de FCFA)

	2019	2020
Dette totale	3 952,3	4 630,0
Dette extérieure	2 039,3	2 192,9
Multilatérale	1 812,0	1 930,1
Bilatérale	227,3	262,8
Dette intérieure	1 913,0	2 437,1
Dette publique totale en % du PIB	46,4	51,0

Source : DGTCP/DDP, novembre 2020

2.3 SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Impactés par la pandémie à Covid 19, les échanges avec l'extérieur en 2020 sont marqués par des bouleversements qui se manifestent, pour le Burkina Faso, par un repli des importations et un accroissement notable des exportations imprimé par la résilience du secteur minier, dans un contexte de bonne tenue du cours international.

En ce qui concerne le troisième trimestre, les échanges avec l'extérieur se sont traduits par un accroissement de l'excédent de la balance des transactions courantes et de celui du compte de capital. Au niveau du compte financier, des sorties de capitaux sont enregistrées, conduisant à un solde global déficitaire.

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 121,6 milliards au troisième trimestre 2020, en ressortant en excédent de 286,9 milliards (+73,5%), après un excédent de 165,3 milliards au deuxième trimestre 2020. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'amélioration de l'ensemble de ses sous-comptes au cours de la période sous revue.

Par rapport au troisième trimestre de l'année 2019 où il avait été observé un déficit courant de 148,6 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 435,4 milliards, imprimée notamment par le compte des biens et services et celui du revenu secondaire.

La balance des biens s'est améliorée de 24,1 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 309,1 milliards au deuxième trimestre 2020 à un excédent de 333,2

milliards au troisième trimestre 2020. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+37,7 milliards, soit +4,8%), plus importante que celle des importations (+13,6 milliards, soit +2,8%).

La progression en variation trimestrielle des exportations a été portée principalement par celle de l'or non monétaire (+61,7 milliards, soit +12,8%), celle du zinc (+4,9 milliards, soit +42,7%) et des fruits frais (+1,3 milliard, soit +21,6%). Parallèlement, des baisses notables ont été enregistrées dans les exportations du coton (-31,1 milliards, soit -83,8%), de la noix de cajou (-9,8 milliards, soit -61,1%), des graines et fruits oléagineux (-6,8 milliards, -75,7%) et du ciment (-1,8 milliard, soit -32,9%).

Quant à la hausse de la valeur des importations, elle est imprimée notamment par celle des appareils aéronautiques (+47,0 milliards), de l'énergie électrique (+13,0 milliards), des véhicules de transport de touristes (+8,5 milliards, soit +88,8%), des engrais minéraux ou chimiques (+3,5 milliards, soit +57,7%) et des appareils téléphoniques (+3,4 milliards). Parallèlement, des baisses notables ont été enregistrées dans les importations de véhicules de transport de marchandises (-9,4 milliards, soit -53,1%), de minéraux bitumineux (-7,0 milliards, soit -5,6%), du cyanure (-6,2 milliards, soit -65,8%), de engins pour les travaux de BTP (-3,7 milliards, soit -28,7%), des ouvrages en fer ou en acier (-3,5 milliards, soit -43,6%) et les appareils respiratoires et masques à gaz (-3,3 milliards, soit -98,9%).

La structure des exportations au troisième trimestre 2020 diffère légèrement de celle du trimestre précédent. L'or non monétaire demeure le premier produit exporté avec une part de 88,5% (contre 80,3% au trimestre précédent). Il est suivi cette fois-ci par le zinc avec une part de 2,7% (contre 1,9%), des fruits frais 1,3% (contre 1,1%), des noix de cajou avec un poids de 1,0%, (contre 2,7%) et du coton avec une part de 0,9% contre 6,2% au deuxième trimestre 2020.

S'agissant de **la structure des importations**, les produits pétroliers occupent la première place avec 19,9%, suivis par les appareils aéronautiques (8,1%), les produits pharmaceutiques (4,8%), les ciments hydrauliques (3,8%), les véhicules pour le transport des personnes (3,1%), le gaz butane (2,4%) et l'énergie électrique (2,2%).

Les principaux pays de destination des exportations du Burkina Faso au troisième trimestre 2020 sont la Suisse (81,3%), l'Inde (7,1%), la Côte d'Ivoire (3,0%), le Niger (1,2%) et le Mali (1,1%).

Les principaux pays d'origine des importations du Burkina Faso au troisième trimestre 2020 sont les Etats-Unis d'Amérique (13,6%), la Chine (12,9%), la Côte d'Ivoire (8,9%), la Russie (8,3%), le Ghana (6,0%), la France (5,9%), l'Inde (4,3%), les Pays-Bas (4,1%) et le Japon (3,4%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est amélioré de 336,7 milliards au troisième trimestre 2020, en lien avec la progression des exportations (+324,7 milliards, soit +64,7%), accentuée par le repli des importations (-12,0 milliards, soit -2,4%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 167,5% au troisième trimestre 2020 contre 164,4% au deuxième trimestre 2020 et 99,3% au troisième trimestre de 2019.

Le déficit structurel de **la balance des services** s'est aggravé de 4,4 milliards, passant de 127,0 milliards au deuxième trimestre 2020 à 131,4 milliards au troisième trimestre 2020. Cette évolution défavorable s'explique par la progression des importations de services de fret, en relation avec la progression des importations de marchandises (+2,8%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est également creusé (-2,2 milliards).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de ressources de 70,0 milliards au troisième trimestre 2020, après des sorties nettes de 72,0 milliards au trimestre précédent, soit une amélioration de 2,0 milliards, imprimée par le repli des paiements au titre des intérêts de la dette extérieure publique de 3,7 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est réduit de 4,0 milliards en lien avec le repli des montants payés au titre des intérêts sur la dette publique extérieure.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est accru de 99,8 milliards, en ressortant à 155,0 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 55,2 milliards au deuxième trimestre de 2020. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des dons programmes au profit de l'Administration publique (+97,5 milliards). En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est amélioré de 97,0 milliards, en raison de la hausse des dons programmes (+98,0 milliards).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 58,8 milliards, après une réalisation de 29,6 milliards au deuxième trimestre 2020, soit une amélioration de 29,2 milliards, principalement sous l'effet de l'afflux des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 45,5 milliards au cours du troisième trimestre 2020, contre 16,5 milliards au cours du trimestre précédent. Par rapport au niveau de 10,0 milliards mobilisés au troisième trimestre de 2019, les dons projets au profit de l'Administration publique ont enregistré un accroissement de 35,5 milliards, entraînant une amélioration du compte de capital de 35,3 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie** burkinabè d'un montant de 345,7 milliards contre un une capacité de financement de 194,9 milliards au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2019, un besoin de financement de 125,1 milliards avait été enregistré.

Le **compte financier** a enregistré des sorties nettes de capitaux de 445,4 milliards, après des entrées nettes de 201,1 milliards au deuxième trimestre 2020, soit un repli des capitaux de 646,5 milliards. Cette évolution du compte financier est imprimée principalement par les autres investissements au titre desquels les sorties nettes de capitaux de 506,9 milliards ont été enregistrées. Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) et des investissements de portefeuille ont diminué respectivement de 10,0 milliards et 14,2 milliards.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré un accroissement de 409,6 milliards des sorties de capitaux par rapport aux sorties nettes de 35,8 milliards enregistrées au troisième trimestre 2019.

2.4 SITUATION MONETAIRE - MARCHE MONETAIRE ET TAUX D'INTERET

2.4.1. Situation monétaire

L'évolution de la situation monétaire à fin septembre 2020 a été marquée par une progression de la masse monétaire observée sur chacune de ses composantes. Cet accroissement a été induit par l'afflux des Actifs Extérieurs Nets – AEN, les créances intérieures ayant enregistré une contraction.

2.4.2. Actifs extérieurs nets

L'accroissement des **Actifs Extérieurs Nets** des institutions monétaires (+350,6 milliards, soit +23,2% pour s'établir à 1.859,2 milliards) est imprimé par l'augmentation

aussi bien des AEN des Autres Institutions de Dépôts - AID (+246,4 milliards, soit +17,2%), que de ceux de la Banque Centrale (+104,3 milliards, soit +135,9%).

En ce qui concerne l'évolution des AEN de la BCEAO, elle s'explique principalement par la hausse de ses créances extérieures brutes (+295,4 milliards), notamment ses avoirs en DTS (+79,4 milliards) et les autres actifs extérieurs (217,3 milliards) et atténuée par la progression concomitante de ses engagements envers les non-résidents (+191,2 milliards) sous forme de crédits du FMI (+78,3 milliards) et des autres engagements extérieurs (+112,9 milliards).

Quant à l'augmentation des AEN des AID, elle est imputable notamment à la hausse de leurs créances extérieures brutes (+248,3 milliards) en lien avec la progression de l'encours des titres publics des autres Etats de l'Union qu'elles détiennent (+516,7 milliards), en dépit de la baisse de l'encours de crédits octroyés aux non-résidents (-284,8 milliards). Au cours de la période, leurs engagements bruts vis-à-vis des non-résidents a presque stagné (+1,9 milliard), la baisse des crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-33,5 milliards) ayant été compensée par la progression des dépôts des non-résidents (+35,8 milliards).

2.4.3. Créances intérieures

Les créances intérieures sont ressorties à 3.105,3 milliards à fin septembre 2020, enregistrant un accroissement de 37,3 milliards (+1,2%) par rapport à leur niveau à fin décembre 2019. Cette évolution est imprimée par la progression des créances sur l'économie qui a été atténuée par le repli des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale de 74,7 milliards (-49,2%).

En effet, en se situant à 3.028,1 milliards à fin septembre 2020, les **créances sur l'économie** ont enregistré un accroissement de 112,0 milliards (+3,8%) par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, en lien notamment avec la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+86,1 milliards) et aux ménages et ISBLSM (+64,6 milliards), atténuée par la baisse des crédits aux structures publiques hors Administration centrale (-46,3 milliards). Cette progression des crédits à l'économie en dépit de la pandémie à Covid-19 s'expliquerait par les mesures prises par la BCEAO et par le Gouvernement pour relancer l'activité économique.

En rappel, à fin septembre 2019, les créances sur l'économie avait progressé de 9,7% par rapport à leur niveau à fin décembre 2018.

Quant aux **Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale**, en s'établissant à 77,2 milliards à fin septembre 2020, elles ont enregistré un repli de 74,7 milliards sur les neuf premiers mois de l'année 2020. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des dépôts du Trésor à la BCEAO (+139,3 milliards), atténuée par l'accroissement des crédits du FMI à l'Etat (+82,8 milliards). Au niveau des banques commerciales, la situation de l'Etat n'a quasiment pas changé (+0,2 milliard), la hausse de l'encours des titres publics détenus par les banques de la place (+173,1 milliards) et de celui des crédits (+71,2 milliards) ayant été contrebalancée par la progression des dépôts de l'Etat dans les banques (+244,1 milliards).

2.4.4. Masse monétaire

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso entre fin décembre 2019 et fin septembre 2020 est caractérisée par une progression de la masse monétaire de 295,2 milliards (+7,3%) pour se situer à 4.351,6 milliards. Cette hausse a été observée

exclusivement au niveau des dépôts (+326,5 milliards, soit +9,6%), la circulation fiduciaire étant en baisse (-31,3 milliards, soit -4,8%). La progression de la masse monétaire a été imprimée notamment par l'afflux des Actifs Extérieurs Nets – AEN, les créances intérieures ayant enregistré une contraction.

En rappel, à fin septembre 2019, la masse monétaire avait progressé de 1,3% par rapport à fin décembre 2018, en lien avec la progression des créances intérieures (+9,9%), atténuée par le repli des AEN (-9,5%).

2.4.5. Marché monétaire et taux d'intérêt

Au cours du troisième trimestre 2020, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 1.323,5 milliards sur les neuf premiers mois de 2020 contre 1.281,3 milliards au cours de la même période de 2019, enregistrant ainsi une progression de 42,2 milliards (+3,3%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 6,9482% contre 7,1411% à la même période en 2019, soit une baisse de 0,19 point de pourcentage sur un an.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des neuf premiers mois de l'année 2020 s'est établi à 1 645,9 milliards de FCFA, après 1.307,8 milliards de FCFA collectés au cours de la même période en 2019, soit une progression de 338,1 milliards de FCFA, soit +25,9%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,5536% contre 5,7988% en 2019, soit une diminution de 0,25 point de pourcentage.

2.5 REFORMES, MESURES ET ACTIONS

Dans le domaine des finances publiques, au cours des neuf premiers mois de l'année les mesures et/ou réformes suivantes ont été entamées ou poursuivies .

Au titre des recettes

Dans le cadre de la **modernisation du système fiscal et douanier**:

- la poursuite de la mise en œuvre progressive des mesures de modernisation du système fiscal contenues dans le code général des impôts ;
- la réforme du système d'imposition du secteur des micro-entreprises à travers la mise en place de deux (02) régimes d'imposition (régime déclaratif et régime au forfait) ;
- l'institution de la taxe sur les activités financières (TAF) qui sera désormais appliquée aux opérations bancaires et financières, en lieu et place de la TVA ;
- la poursuite de l'optimisation des logiciels métiers de la DGI avec le développement des fonctionnalités additionnelles ;
- la poursuite de la promotion des téléprocédures notamment au niveau des moyennes et petites entreprises ;
- la poursuite de la mise en œuvre du projet cadastre fiscal afin de contribuer à l'amélioration du rendement des impôts et taxes assis sur le foncier bâti et non bâti et de la gestion foncière au Burkina Faso ;
- l'interfaçage entre SYLVIE et SYDONIA pour permettre aux vérificateurs d'avoir accès aux documents du commerce extérieur produits par SYLVIE et lutter contre la falsification des documents servant de base de dédouanement ;
- le renforcement des interconnexions des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec ceux du Togo, de la Côte- d'Ivoire et du Niger par voie terrestre ;
- l'extension de l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec celui de la Côte d'Ivoire au transport ferroviaire ;
- la poursuite de l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina Faso avec les pays voisins (le Benin, le Mali et le Ghana) ;
- l'informatisation de la gestion des recettes de tous les offices non connectés au SYDONIA ;
- le paiement des droits et taxes de douane par un procédé électronique (télépaiement) qui pourra se faire via les réseaux de la téléphonie mobile, virement bancaire et par carte bancaire ;
- l'implémentation d'un module de gestion des exonérations permettant de réduire les délais de traitement des dossiers en exonérations et de contrôler les quantités et les natures des marchandises exonérées dans les cas d'arrivages partiels ;
- l'informatisation de la gestion des Laissez-passer des véhicules étrangers pour un meilleur suivi des véhicules immatriculés à l'étranger, une réduction de la fraude sur l'importation et la circulation des véhicules étrangers et un suivi de la traçabilité des véhicules suspects dans le cadre de la lutte contre l'insécurité.

Au titre du **renforcement des performances des structures de recouvrement**:

- le renforcement des capacités de mobilisation des recettes fiscales à travers l'opérationnalisation des nouveaux services d'assiette et des nouvelles brigades de vérification dans les unités opérationnelles ;
- la poursuite de l'élargissement de l'assiette fiscale à travers l'opérationnalisation des services dédiés au recensement permanent des contribuables, les enquêtes et les recoupements d'informations et la rationalisation des exonérations fiscales ;

- l'opérationnalisation des trois bureaux (Bobo route, Bobo gare et Bobo hydrocarbure) issus de l'éclatement du Bureau des douanes de Bobo gare (Arrêté n°2020-00035/MINEFID/SG/DGD du 09/07/2020) ;
- l'érection des bureaux frontières (Dakola, Cinkansé, Ouessa et Niangoloko) en bureaux de pleine compétence ;
- la transformation du bureau de Bittou en Brigade mobile pour une meilleure couverture de la surveillance de la frontière Togo-Ghana dans la région du Centre-Est ;
- l'érection du bureau secondaire de Kanyiré-Sangabouli en bureau principal de 2ème catégorie ouvert au transit.

Au titre de la lutte contre la fraude, la corruption et le faux:

- le renforcement des actions de lutte contre la fraude, le faux et la corruption à travers la mise en œuvre de l'analyse des risques dans la programmation en matière de contrôle fiscal, l'opérationnalisation de l'infocentre pour les recoupements d'information à caractère fiscal;
- la formation des inspecteurs techniques dans le domaine de la lutte anti-corruption et l'élaboration de la cartographie des risques de fraudes.

Au titre des dépenses

Au regard des contraintes budgétaires et dans l'optique de maximiser les effets de l'intervention publique, le Gouvernement poursuivra la politique de rationalisation des charges courantes de l'administration, à l'effet de dégager plus d'économies qui seront consacrées aux investissements dans les secteurs prioritaires. Aussi, l'Etat poursuivra sa politique prudente en matière d'endettement pour maintenir un risque modéré de surendettement extérieur et intérieur.

En matière de **gestion budgétaire**, l'Etat entend poursuivre les actions ci-après :

- l'anticipation du processus de passation des marchés et des actions tendant à concilier l'exécution physique et financière du budget, notamment dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi et de contrôle, au niveau régional, des réalisations physiques sur le budget de l'Etat ;
- la rationalisation des charges des missions diplomatiques et postes consulaires;
- l'optimisation de la gestion du parc automobile de l'Etat.

En matière de mise en œuvre de la **réforme du budget**:

- la mise en place de la comptabilité de l'ordonnateur pour une plus grande efficacité du processus de redevabilité et de suivi de l'exécution des dépenses d'investissement à travers les autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE/CP) ;
- l'opérationnalisation des fonctions des responsables de programmes pour un meilleur pilotage de l'action publique ;
- le maillage des ministères et institutions en Unités de Vérification pour plus d'efficacité ;
- la dématérialisation des processus de passation des marchés publics et des documents de la chaîne de la dépense publique.

S'agissant des actions de maîtrise de l'évolution des **charges de personnel**, il est prévu :

- le renforcement de l'inter action entre les directions des ressources humaines et la direction de la solde pour la prise en charge systématique des changements de

position des agents (abandon de poste, décès, etc.) en vue d'un arrêt conservatoire du salaire ;

- l'apurement des arriérés au titre des avantages à caractère pécuniaire dus à un agent sur les exercices antérieurs, afin de permettre le respect de l'annualité budgétaire ;
- l'intensification du contrôle interne des éléments de rémunération servis aux agents publics de l'Etat ;
- la mise en œuvre effective de l'assainissement du fichier de paie, couplée à l'opération de recensement biométrique du personnel de l'Etat.

III. SUIVI DES INDICATEURS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Les indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso à fin septembre et les estimations à fin 2020 se présenteraient comme suit :

- **Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement)** : le solde budgétaire global s'est situé à -498,8 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre -173,3 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Rapporté au produit intérieur brut le déficit global se situerait à 5,1% du PIB à fin décembre 2020 contre 3,5% en 2019;
- **Taux d'inflation en moyenne annuelle**: il s'est situé à 0,1% à fin septembre 2020 contre -2,2% à fin septembre 2019. Il se situerait à 1,6% à fin décembre 2020 contre -3,2% à fin décembre 2019 ;
- **Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal** : l'encours provisoire de la dette s'est situé à 4 630,0 milliards FCFA à fin septembre 2020. Le taux d'endettement ressortirait à 51,0% à fin décembre 2020 contre 46,4% à fin décembre 2019 ;
- **Ratio masse salariale sur recettes fiscales** : à fin septembre 2020 ce ratio s'est situé à 66,3% contre 58,5% à fin septembre 2019. Ce ratio ressortirait à 61,0% en 2020 contre 59,3% en 2019 ;
- **Taux de pression fiscale** : à fin septembre 2020, les recettes fiscales se sont situées à 1017,0 milliards de FCFA contre 1080,9 milliards de FCFA une année auparavant. Le taux de pression fiscale se situerait à 15,9% en 2020 contre 16,7% en 2019 ;
- **Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales** : il s'est établi à 27,5% à fin septembre 2020 contre 21,5% à la même période en 2019. Il s'établirait à 32,4% en 2020 contre 29,4% en 2019.

IV. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RIPOSTE ECONOMIQUE A LA CRISE SANITAIRE

Le Burkina Faso a connu ses premiers cas de Covid-19 en début mars 2020. Face à cette situation imprévisible, les autorités ont mis en place un cadre politico-stratégique pour apporter une réponse nationale holistique coordonnée et structurée en cinq options stratégiques :

- la gestion de la riposte sanitaire ;
- la gestion des libertés publiques et la coordination de la réponse communautaire;
- la gestion de la coopération et du développement économique et sociale;
- la gestion de l'assistance humanitaire;
- la gestion de la communication de crise.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont:

- mettre en adéquation le potentiel du système sanitaire et les besoins de réponse sanitaire (dépistage, prise en charge, suivi biologique) ;

- accroître la participation des individus, des familles et des communautés dans la réponse à la crise sanitaire (adhésion aux mesures prises, engagement citoyen à travers des initiatives nouvelles etc.) ;
- mettre en œuvre des mesures d'atténuation des conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire ;
- mettre en œuvre des mesures de relance économique et sociale.

L'évaluation financière de ce plan s'élève à 488 869 926 013 FCFA.

Encadré 1 : Situation de l'exécution du plan national de riposte à la crise sanitaire au 31 août 2020

Au 31 août 2020, l'état des lieux de la mise en œuvre est le suivant :

► Sur le plan sectoriel santé, un plan de riposte multisectoriel pour la gestion de la crise sanitaire a été conçu avec comme objectif, l'interruption de la chaîne de transmission d'ici à fin 2020. Ce plan d'un montant de 157 857 881 250 CFA nécessite des efforts de mobilisation accrue des ressources financières importantes provenant du budget de l'Etat (26,2%), des partenaires techniques et financiers (33,3%), des contributions du secteur privé (4,1%) mais aussi un besoin de financement de 57 526 722 015 FCFA soit 36,4%. A fin août 2020, le taux de mobilisation des ressources financières est de 60,2% et celui d'absorption de 56%.

La gestion de la pandémie connaît des succès mais de nombreux défis demeurent, notamment la dévolution de la prise en charge de la Covid-19 dans la routine. Les résultats épidémiologiques de la gestion de la crise sanitaires laisse entrevoir des espoirs quant à sa réussite finale et ce faisant une reprise normale de l'activité économique pour les années à venir. En effet, l'observation des indicateurs sanitaires (taux d'incidence de 4,8 cas pour 100 000 habitants, taux de létalité parmi les cas confirmés de 5%) bien qu'encourageant, requiert toute la vigilance nécessaire et des investissements adéquats pour un recul substantiel, voire une éradication de la pandémie.

► Sur le plan sectoriel Coopération et développement, la situation au 31 août se présente comme suit :

- ✓ Mobilisation des ressources intérieures et extérieures

La mobilisation des ressources internes à travers le budget de l'Etat pour la gestion de la pandémie de COVID-19 est 156 393 100 800 FCFA.

La mobilisation des contributions nationales est comme suit :

- Contribution des particuliers : 2 989 266 534 ;
- Contribution de l'Etat burkinabè (PEC) : 4 504 979 195 ;
- Recettes diverses : 48 987 500 FCFA.

Soit un total des contributions de 3 038 254 034 FCFA pour les trois comptes ouverts dans le cadre de la mobilisation des ressources internes (Contribution des particuliers et Recettes diverses).

Suite aux requêtes adressées aux partenaires techniques et financiers, le total de ressources mobilisées au 31 août 2020 se chiffre à 93,29 milliards de FCFA, dont 92,58 milliards de FCFA des donateurs multilatéraux et 705,38 millions de FCFA pour le niveau bilatéral.

Cette situation n'intègre pas les appuis annoncés de certains partenaires pris en charge par d'autres acteurs notamment les ONG - AD, les agences du SNU, et les privés internationaux.

Situation des ressources décaissées (dons et prêts) par PTF au 31 août 2020 : 93 288 520 280 de FCFA (FMI, BOAD, UE et Chine).

Appuis des PTF en attente de décaissement d'ici fin 2020 : 120 077 524 000 FCFA

Donateurs : Banque Mondiale, BID, BADEA, BOAD, BAD et l'AFD.

Mode de financement : Projet en cours et appui budgétaire

✓ Etat de mise en œuvre du plan d'actions sectoriel au 31 août 2020

Sur 131 activités programmées dans ce plan sectoriel, les résultats suivants ont été atteints au 31 août 2020 :

- 28 activités sont entièrement réalisées, soit un taux de 21,37% ;
- 55 activités sont en cours de réalisation, soit un taux de 41,99% ;
- 48 activités n'ont pas connu de début de réalisation, soit un taux de 36,64%.

La principale contrainte est le manque de ressources pour la mise en œuvre des activités. Pour ce faire, des efforts accrus doivent se poursuivre dans la mobilisation des ressources et la mise en œuvre du plan.

Sur le plan sectoriel Assistance humanitaire, la situation au 31 août 2020 se présente comme suit :

✓ Mobilisation des ressources

Sur un budget requis de 37 971 826 283 FCFA, 27 262 404 000 FCFA soit, 71,8% ont été mobilisés à fin août 2020.

Axes	Intitulé	Budget requis	Budget acquis	Budget acquis (%)
Axe 1	Prévention d'une crise alimentaire et nutritionnelle au sein des populations déplacées internes et aux personnes vulnérables	27 325 495 333	18 319 844 000	67%
Axe 2	Protection des autres personnes vulnérables	1 332 472 700	371 914 060	28,3%
Axe 3	Appui aux moyens d'existence des femmes vulnérables	7 425 666 000	7 804 426 000	105,4%
Axe 4	Prévention de la pandémie du COVID-19 au sein des populations déplacées internes et des populations hôtes	1 596 192 250	693 671 940	43,5%
Axe 5	Coordination et suivi	292 000 000	42 080 000	14,4%
Total		37 971 826 283	27 262 404 000	71,8%

source : CNGCP COVID-19

✓ Etat de mise en œuvre du plan d'actions sectoriel au 31 août 2020

Sur vingt-trois (23) actions programmées, six (06) ont été entièrement réalisées, quinze (15) sont en cours de réalisation et deux (02) n'ont pas encore connu un début de réalisation à la date indiquée.

► Pour ce qui concerne le plan de Communication, sur quarante-neuf (49) activités programmées, six (06) ont été entièrement réalisées, dix-sept (17) sont en cours de réalisation et vingt-six (26) n'ont pas encore connu un début de réalisation.

► Le budget requis pour la mise en œuvre du plan sectoriel Liberté publique est de 1 957 600 000 FCFA. Sur dix-sept activités prévues, (17) activités programmées, trois (03) ont été entièrement réalisées.

Ouverture dans la Loi de finances rectificative 2020

Intitulés	2020 (LFR)	2021
Mesures sociales	46 745 674 450	23 995 058 000
Plan de riposte	46 798 431 160	-
Fonds de relance économique des entreprises en difficultés	78 250 000 000	30 000 000 000
TOTAL GENERAL	171 794 105 610	53 995 058 000

source :CNGCP COVID-19

Au total, la Loi de finances rectificative a consacré des ouvertures de crédits budgétaires à hauteur de 171 794 105 610 FCFA en 2020 et 53 995 058 000 FCFA en 2021.

CONCLUSION

L'activité économique en 2020 enregistrerait un ralentissement de son rythme de croissance. Le taux de croissance du PIB réel ressortirait en décélération en se situant à 1,4% en 2020 contre 5,7% en 2019. S'agissant de l'inflation, elle devrait demeurer en dessous de 3% en 2020.

En matière de finances publiques, le budget de l'Etat, exercice 2020, s'exécute dans un contexte national difficile, marqué par la persistance des remous sociaux et des attaques terroristes ainsi que l'avènement de la pandémie de la Covid-19. L'effet conjugué de ces facteurs, notamment la Covid-19, a lourdement impacté l'économie nationale en général et le budget de l'Etat en particulier. En effet, il serait observé une importante baisse des recettes propres par rapport à la LFI et l'apparition de nouvelles priorités à satisfaire afin de faire face aux conséquences de cette pandémie.

Pour améliorer le profil des indicateurs macroéconomiques, à fin décembre 2020, les efforts dans la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'accroissement de la mobilisation des recettes et au renforcement du suivi des dépenses devraient être poursuivis.

ANNEXES

- FICHE 1.1 : COMPTES ECONOMIQUES / EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS
EN FRANCS COURANTS AUX PRIX DU MARCHE
- FICHE 1.2 : COMPTES ECONOMIQUES / EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS
EN FRANCS CONSTANTS AUX PRIX DU MARCHE
- FICHE 2.3 : PRIX / PRIX AUX PRODUCTEURS
- FICHE 3 : INDICATEURS DE TABLEAU DE BORD
- FICHE 4.1 : FINANCES PUBLIQUES
- FICHE 4.2 : FINANCES PUBLIQUES (Financement)
- FICHE 5.1 : ECHANGES EXTERIEURS / BALANCE DES PAIEMENTS (5ème édition
FMI)
- FICHE 6.1 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE / SYSTEME BANCAIRE
- FICHE 6.2 : SITUATION MONETAIRE / BCEAO
- FICHE 6.3 : SITUATION MONETAIRE / BANQUES COMMERCIALES
- FICHE 7 : DETTE PUBLIQUE

FICHE 1.1 : COMPTES ECONOMIQUES / EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS EN FRANCS COURANTS AUX PRIX DU MARCHE						
(Francs courants en milliards de FCFA)						
CODES	INTITULE	2016	2017	2018	2019	2020
		Est	Est	Est	Proj.	Proj.
10100U	VALEURS AJOUTEES SECTORIELLES (au co	5823,8	6 540,4	7 027,9	7 634,8	8 132,9
10101U	SECTEUR PRIMAIRE	1971,3	2 033,7	2 207,6	2 082,4	2 178,7
101010U	Secteur primaire informel	1971,3	2 033,7	2 207,6	2 082,4	2 178,7
101011U	Agriculture	1024,1	1 026,8	1 155,6	987,5	1 041,1
1010110U	Agriculture du secteur informel	1024,1	1 026,8	1 155,6	987,5	1 041,1
101012U	Élevage	714,6	772,2	805,5	844,0	875,0
101013U	Sylviculture & Chasse	219,7	221,6	232,8	237,0	248,5
101014U	Pêche, Pisciculture, Aquaculture	12,8	13,2	13,7	14,0	14,0
10102U	SECTEUR SECONDAIRE	1259,1	1 601,4	1 573,4	1 887,7	2 233,9
101020U	Secteur secondaire informel	788,1	1 002,3	984,8	1 181,5	1 398,2
101021U	Activités extractives (mines, pétrole, carrière...)	759,3	967,6	985,8	1 236,7	1 606,6
1010210U	Secteur informel	44,4	32,7	52,3	57,5	64,8
101022U	Activités de fabrication	259,4	348,1	322,6	345,2	343,2
1010220U	Fabrication du secteur informel	176,9	237,4	220,0	235,4	234,0
1010221U	Fabrication de produits alimentaires	166,1	222,9	206,6	221,0	219,7
1010222U	Fabrication de textile et d'articles d'habillement	10,3	13,8	12,8	13,7	13,6
1010223U	Fabrication de produits chimiques	8,9	12,0	11,1	11,9	11,8
1010224U	Fabrications autres produits manufacturés	74,1	99,4	92,1	98,6	98,0
101023U	Production et distribution d'électricité, de gaz et d	63,7	71,6	66,3	103,3	119,6
101024U	Construction	176,8	214,0	198,6	202,4	164,5
1010240U	Construction du secteur informel	115,1	129,3	119,1	103,4	93,4
10103U	SECTEUR TERTIAIRE	2593,4	2 905,4	3 246,9	3 664,7	3 720,4
101030U	Secteur tertiaire informel	608,8	682,0	762,2	860,3	873,3
101031U	Commerce, réparation d'automobiles et d'articles	721,7	717,4	815,9	784,4	833,0
1010310U	dont informel	549,1	475,8	541,2	466,4	482,5
1010311U	Commerce	172,6	241,6	274,7	318,1	350,5
10103110U	Commerce du secteur informel	549,1	475,8	541,2	466,4	482,5
101032U	Transport	69,8	80,7	79,2	91,8	97,7
1010320U	Transport du secteur informel	27,2	30,0	30,3	33,2	35,2
101033U	Postes et Télécommunications	177,2	203,5	207,0	217,3	197,8
101034U	Activités financières	126,5	151,1	180,6	218,3	199,1
101035U	Activités d'hébergement et de restauration	54,4	65,0	77,6	93,9	85,6
1010350U	dont informel	19,1	22,8	27,3	33,0	30,1
101036U	Autres services marchands	168,7	222,6	252,3	255,8	228,5
1010360U	Autres services marchands informels	81,7	107,1	123,6	134,7	115,1
101037U	Services non marchands	1374,1	1 579,1	1 770,7	2 166,6	2 235,0
1010371U	Administration publique	1238,5	1 423,3	1 596,0	1 953,0	2 014,6
1010372U	Institutions privées sans but lucratif	nd	nd	nd	nd	nd
1010373U	Services domestiques	nd	nd	nd	nd	nd
1010374U	Loyers imputés	nd	nd	nd	nd	nd
1010375U	Autres services non marchands	135,5	155,7	174,6	213,7	220,4
101038U	Services d'intermédiation financière indirect	-99,0	- 114,0	- 136,3	- 163,4	- 156,4
10200U	Impôts sur les produits	624,3	749,6	830,5	874,6	938,7
102001U	TVA					
10300U	PIB AUX PRIX DU MARCHE	6448,1	7 290,0	7 858,4	8 509,4	9 071,7
103001U	PIB MARCHAND	5074,0	5 711,0	6 087,8	6 342,8	6 836,6
103002U	PIB NON MARCHAND	1374,1	1 579,1	1 770,7	2 166,6	2 235,0
10400U	IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON	2351,0	2 592,4	2 904,5	2 935,3	2 913,9
10401U	Marchandises	2351,0	2 592,4	2 904,5	2 935,3	2 913,9
10402U	Services non facteurs	nd		nd	nd	nd
10500U	RESSOURCES TOTALES	8799,1	9 882,4	10 763,0	11 444,7	11 985,6

10600U	CONSOMMATION FINALE	5294.3	5480.6	5910.0	6414.4	7158.8
10601U	Consommation finale privée	3865.1	3866.7	4044.3	4319.7	4704.8
10602U	Consommation finale publique	1429.2	1613.9	1865.7	2094.6	2454.0
106021U	Consommation de capital fixe publique	396.2	447.4	517.2	580.7	680.3
10700U	FORMATION BRUTE DE CAPITAL	1499.2	1341.7	1496.7	1943.8	2133.3
10701U	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1521.5	1611.0	1773.2	1822.0	1964.4
107011U	FBCF privée	804.3	898.6	939.5	965.2	1058.3
107012U	FBCF publique	717.2	712.4	833.7	856.8	906.1
10702U	VARIATIONS DE STOCKS	-22.2	-269.3	-276.5	121.8	168.9
10800U	EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	1605.1	1936.0	2283.7	2406.3	2836.7
10801U	Marchandises	1605.1	1936.0	2283.7	2406.3	2836.7
10802U	Services non facteurs	nd	nd		nd	nd
10900U	EMPLOIS TOTAUX	8398.7	8758.4	9690.4	10764.5	12128.8
<i>PM</i>						
11100U	PIB AUX COUTS DES FACTEURS	5528.0	5822.3	6373.8	7013.1	7657.2
11101U	PIB MARCHAND AUX COUTS DES FACTEURS	4294.7	4427.0	4771.9	5209.6	5482.3
11102U	PIB NON MARCHAND AUX COUTS DES FACTEURS	1233.3	1395.3	1601.8	1803.6	2174.9
11200U	POPULATION (millions)	18.5	19.0	19.6	20.2	20.9
11201U	Effectif Fonction Publique	139904.0	161777.0	176948.0	188274.0	190437.0
112021U	Catégorie A	26592	31051	32911	36375	36804
112022U	Catégorie B	49182	53951	56980	67017	67425
112023U	Catégorie C	64130	76775	87057	84882	86208
11300U	PIB/tête (milliers F CFA)	334.0	339.2	363.5	387.8	409.7
11400U	EPARGNE INTERIEURE BRUTE	868.2	975.1	1225.5	1434.8	1391.6
Sources: 1985 et 2014 : Comptabilité nationale; 2015 à 2016 estimation du modèle IAP						
NB: effectif fonction publique 2019 est la situation provisoire à fin avril 2019						

FICHE 1.2 : COMPTES ECONOMIQUES / EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS EN FRANCS CONSTANTS AUX PRIX DU MARCHE

(Francs constants en milliards de FCFA)

Année de base: 1999

CODES	INTITULE	2016	2017	2018	2019	2020
		Est,	Est,	Est,	Est,	Proj
10100N	VALEURS AJOUTEES SECTORIELLES (au coût des facteurs)	4096,8	4327,3	4601,8	4854,1	4938,2
10101N	SECTEUR PRIMAIRE	1065,5	1035,3	1119,3	1125,5	1174,0
101010N	Secteur primaire informel	1065,5	1035,3	1119,3	1125,5	1174,0
101011N	Agriculture	500,3	454,6	520,2	516,3	550,2
1010110N	Agriculture du secteur informel	500,3	454,6	520,2	516,3	550,2
101012N	Élevage	317,5	328,9	340,0	346,3	355,3
101013N	Sylviculture & Chasse	242,85	246,85	254,08	257,83	263,18
101014N	Pêche, Pisciculture, Aquaculture	4,8	4,9	5,1	5,1	5,2
10102N	SECTEUR SECONDAIRE	949,9	1030,9	1118,0	1131,0	1160,3
101020N	Secteur secondaire informel	668,9	725,9	787,2	796,4	817,0
101021N	Activités extractives (mines, pétrole, carrière...)	224,6	285,1	341,5	337,9	343,4
1010210N	Secteur informel	128,7	163,4	195,7	193,6	196,8
101022N	Activités de fabrication	321,1	327,8	339,5	353,7	358,1
1010220N	Fabrication du secteur informel	288,7	294,8	305,3	318,1	322,0
1010221N	Fabrication de produits alimentaires	204,1	208,3	215,7	224,8	227,5
1010222N	Fabrication de textile et d'articles d'habillement et de cuir	11,0	11,3	11,7	12,2	12,3
1010223N	Fabrication de produits chimiques	16,7	17,1	17,7	18,4	18,7
1010224N	Fabrications autres produits manufacturés	89,3	91,1	94,4	98,3	99,5
101023N	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	127,7	131,4	136,3	160,9	170,1
101024N	Construction	276,5	286,7	300,7	278,5	288,8
1010240N	Construction du secteur informel	137,3	142,3	149,3	138,3	143,4
10103N	SECTEUR TERTIAIRE	2081,4	2261,1	2364,5	2597,6	2604,0
101030N	Secteur tertiaire informel	325,6	353,7	369,9	406,3	407,3
101031N	Commerce, réparation d'automobiles et d'articles domestiques	426,1	435,6	458,4	474,8	460,0
1010310N	dont informel	115,1	117,6	123,8	128,2	124,2
1010311N	Commerce	426,1	435,6	458,4	474,8	460,0
10103110N	Commerce du secteur informel	95,8	97,9	103,0	106,7	103,4
101032N	Transport	40,8	40,2	41,8	42,7	43,5
1010321N	Transport du secteur informel	25,6	25,2	26,2	26,7	27,2
101033N	Postes et Télécommunications	363,6	367,3	375,0	392,5	392,2
101034N	Activités financières	153,1	163,8	191,8	231,4	228,3
101035N	Activités d'hébergement et de restauration	148,9	159,3	126,3	152,3	150,3
1010350N	dont informel	90,4	96,8	76,7	92,6	91,3
101036N	Autres services marchands	105,2	115,1	174,0	158,0	152,8
1010361N	Autres services marchands informels	57,4	62,8	95,0	86,2	83,4
101037N	Services non marchands	940,2	1082,1	1117,0	1290,1	1318,6
1010371N	Administration publique	840,8	967,6	998,9	1153,7	1179,2
1010372N	Institutions privées sans but lucratif	nd	nd	nd	nd	nd
1010373N	Services domestiques	nd	nd	nd	nd	nd
1010374N	Loyers imputés	nd	nd	nd	nd	nd
1010375N	Autres services non marchands	99,4	114,4	118,1	136,4	139,4
101038N	Services d'intermédiation financière indirectement mesurée	-96,4	-102,3	-119,9	-144,2	-141,8
10200N	Impôts sur les produits	538,7	602,5	658,0	706,1	697,6
10201N	TVA					
10300N	PIB AUX PRIX DU MARCHE	4635,5	4929,8	5259,8	5560,2	5635,8
10301N	PIB MARCHAND	3695,3	3847,8	4142,9	4270,1	4317,1
10302N	PIB NON MARCHAND	940,2	1082,1	1117,0	1290,1	1318,6
10400N	IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	1901,4	2079,0	2203,3	2357,3	2261,0
10401N	Marchandises	1901,4	2079,0	2203,3	2357,3	2261,0
10402N	Services non facteurs	nd	nd	nd	nd	nd
10500N	RESSOURCES TOTALES	6536,9	7008,8	7463,1	7917,5	7896,7

10600N	CONSOMMATION FINALE	4007,0	4219,3	4432,0	4836,4	4797,3
10601N	Consommation finale privée	2911,8	2871,9	3081,8	3239,0	3113,4
10602N	Consommation finale publique	1095,2	1347,4	1350,1	1597,4	1683,9
106021N	Consommation de capital fixe publique	395,0	486,0	487,0	576,2	607,3
10700N	FORMATION BRUTE DE CAPITAL	1595,6	1590,8	1688,8	1786,4	1636,3
10701N	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1627,8	1565,5	1653,1	1716,2	1555,0
107011N	FBCF privée	917,8	856,1	915,3	932,6	711,8
107012N	FBCF publique	710,0	709,4	737,8	783,6	843,2
10702N	VARIATIONS DE STOCKS	-32,2	25,2	35,7	70,2	81,4
10800N	EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	934,2	1198,8	1342,4	1294,7	1463,1
10801N	Marchandises	934,2	1198,8	1342,4	1294,7	1463,1
10802N	Services non facteurs	nd	nd	nd	nd	nd
10900N	EMPLOIS TOTAUX	6536,9	7008,8	7463,1	7917,5	7896,7
<i>PM</i>						
11100N	PIB AUX COUTS DES FACTEURS	4096,8	4327,3	4601,8	4854,1	4938,2
11101N	PIB MARCHAND AUX COUTS DES FACTEURS	3156,6	3245,2	3484,9	3564,0	3619,6
11102N	PIB NON MARCHAND AUX COUTS DES FACTEURS	940,2	1082,1	1117,0	1290,1	1318,6
11300N	PIB/tête (milliers F CFA)	243,5	251,2	259,9	266,4	261,9
11400N	EPARGNE INTERIEURE BRUTE	628,5	710,6	827,9	723,8	838,5

FICHE 2.3 : PRIX / PRIX AUX PRODUCTEURS

CODES	INTITULES	2016	2017	2018	2019	2020
21100P	PRIX AUX PRODUCTEURS (FCFA/KG)					
	(Campagne t, t+1) = année t					
21101P	Coton graine	332,60	316,0	392,5	416,0	384,6
21102P	Café	so	so	so	so	so
21103P	Cacao	so	so	so	so	so
21104P	Arachide en coque huilerie					
21105P	Palmiste (graines)	so	so	so	so	so
21106P	Noix de cola	so	so	so	so	so
21107P	Noix de cajou	nd	nd	nd	nd	nd
21108P	Noix de palme					
21109P	Arachide en coque de bouche	233,00	245,0	277,0	274,0	279,5
21110P	Ananas					
21111P	Banane poyo					
21112P	Amende de karité	50,00	50,2	53,2	50,4	50,4
21113P	Coprah	so	so	so	so	so
21114P	Caoutchouc	so	so	so	so	so
	Autres (à préciser)					
21200P	Mil	175,00	220,0	196,0	157,0	158,6
21201P	Mais	122,00	136,0	126,0	105,0	106,1
21202P	Manioc	39,24	41,2	41,3	37,8	38,5
21203P	Niébé	276,00	310,0	285,0	248,0	215,8
21204P	Igname	151,14	164,7	169,7	155,0	155,0
21205P	Haricot					
21206P	Riz Paddy	150,00	160,0	165,3	152,9	154,5
21207P	Banane plantin					
21208P	Patate	77,60	81,5	81,7	74,7	76,9
21209P	Sorgho	137,00	162,0	156,0	118,0	119,2
	Autres (à préciser)					
		208,40	218,4	225,0	218,2	222,6
22100P	PRIX AUX PRODUCTEURS (FCFA/unité)					
22101P	Bovins	173 747,26	182 434,6	186 083,3	191 665,8	195 499,1
22102P	Ovins	30 797,34	32 337,2	32 983,9	33 973,5	34 652,9
22103P	Caprins	21 282,74	22 346,9	22 793,8	22 793,8	23 249,7
22104P	Porcins	29 488,53	30 225,7	30 830,3	30 830,3	31 446,9
22105P	Volailles/Poulet	2 698,59	2 698,6	2 766,1	2 766,1	2 766,1
22106P	Œufs	53,82	53,8	53,8	53,8	53,8
22107P	Lait	274,03	274,0	274,0	274,0	274,0
	Autres (à préciser)					

Sources: 1985-2016: Comptabilité nationale définitive; 2017 à 2024 estimations et projections du modèle IAP

FICHE 4.1 : FINANCES PUBLIQUES							
(en milliards de FCFA)							
CODES	INTITULES	2019			2020		
		30/6	30/9	31/12	31/3	30/6	30/9
40100F	RECETTES TOTALES ET DONIS (R1)	930,8	1406,3	1882,0	457,9	879,7	1421,3
40110F	RECETTES TOTALES HORS DONIS (R2)	897,9	1360,6	1747,7	412,5	816,0	1214,2
40111F	RECETTES COURANTES (R3)	897,9	1360,6	1747,7	412,5	816,0	1214,1
401111F	Recettes Fiscales	688,4	1080,9	1424,9	355,4	675,4	1017,0
4011111F	Impôts directs	236,4	353,9	470,5	113,9	227,6	342,9
40111111F	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	229,9	344,1	457,3	110,1	220,5	332,4
40111112F	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	6,5	9,8	13,2	3,8	7,1	10,6
40111113F	Autres impôts directs						
4011112F	Impôts indirects	446,7	718,8	942,7	239,9	444,5	667,3
40111121F	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	347,3	572,6	746,8	193,4	354,1	532,2
401111211F	Taxes sur la valeur ajoutée	247,5	422,0	536,7	139,4	245,4	369,3
4011112110F	dont TVA collectée au cordon douanier	0,0		0,0		0,0	
401111212F	Droits d'accises	49,2	75,5	107,2	26,0	56,2	83,5
40111122F	Impôts sur le commerce extérieur (hors TVA au cordon douanier)	99,4	146,2	195,9	46,4	90,4	135,1
401111221F	Droits et taxes à l'importation	0,0		0,0		0,0	
401111222F	Droits et taxes à l'exportation	0,0		0,0		0,0	
40111123F	Autres recettes fiscales	5,3	8,2	11,6	1,7	3,2	6,7
401112F	Recettes non fiscales:	209,5	279,7	322,8	57,1	140,7	197,2
4011121F	Cotisations sécurité sociale						
4011122F	Transferts reçus des budgets annexes ou des comptes spéciaux du trésor						
4011123F	Autres recettes non fiscales	209,5	279,7	322,8	57,1	140,7	197,2
40111231F	Caisses de stabilisation et de péréquation						
40112F	Recettes en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
40113F	Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
401131F	Recettes des comptes spéciaux du trésor et des budgets annexes						
401132F	Recettes des collectivités locales						
401133F	Recettes des Organismes Autonomes						
401134F	Autres recettes non classées						
40120F	DONS:	32,9	45,6	134,3	45,4	63,7	207,1
40121F	Dons intérieurs						
40122F	Dons extérieurs	32,9	45,6	134,3	45,4	63,7	207,1
401221F	Dons programmes	6,3	12,9	88,4	0,0	1,8	101,0
401222F	Dons projets	26,6	32,8	45,9	45,4	61,9	106,1

40200F	DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (D1)	1021,4	1579,6	2177,4	558,2	1198,9	1920,2
40210F	DEPENSES TOTALES (D2)	1025,7	1591,5	2201,3	558,1	1195,1	1917,5
40211F	DEPENSES COURANTES (D3):	780,7	1263,5	1644,5	384,5	871,4	1343,6
402111F	Traitements, Salaires et indemnités	410,6	632,3	844,4	206,4	435,4	674,7
4021111F	dont PPTE						
402112F	Autres dépenses de fonctionnement	82,5	118,0	198,4	30,3	78,0	110,6
4021121F	dont PPTE						
402113F	Transferts et Subventions	244,8	442,5	484,6	132,0	295,7	453,8
4021131F	dont PPTE						
402114F	Intérêts dus	42,8	70,6	117,1	15,8	62,3	104,5
4021141F	Sur dette intérieure	31,4	55,8	95,6	11,8	50,7	89,3
4021142F	Sur dette extérieure	11,3	14,9	21,5	4,0	11,6	15,2
402115F	Autres dépenses courantes non classées						
40212F	DEPENSES EN CAPITAL (D5)	245,0	328,0	556,8	173,6	323,7	573,9
402121F	Sur ressources intérieures	176,8	232,9	419,0	65,7	167,6	279,6
	dont PPTE						
402122F	Sur ressources extérieures	67,3	93,9	136,5	107,9	155,2	292,9
40213F	Transferts en capital	0,9	1,3	1,3	0,0	0,9	1,5
	Réliquat dépenses exceptionnelles 2009	0,0		0,0		0,0	
40214F	AUTRES DEPENSES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Dépenses des comptes spéciaux du trésor et des budgets annexes						
	Dépenses des collectivités locales						
	Dépenses des Organismes Autonomes						
40220F	PRETS MOINS RECOUVREMENTS	-4,3	-11,9	-23,8	0,1	3,8	2,7
R3 - D3	SOLDE COURANT	117,2	97,2	103,2	27,9	-55,4	-129,4
R2 - D1	SOLDE GLOBAL HORS DONNS	-123,5	-219,0	-429,7	-145,7	-382,9	-705,9
R1 - D1	SOLDE GLOBAL	-90,6	-173,3	-295,5	-100,3	-319,2	-498,8
R2 - D3 - D51	SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-59,6	-135,7	-315,8	-37,8	-223,0	-408,9
	SOLDE BUDGETAIRE DE BASE CORRIGE	-53,3	-122,8	-227,4	-37,8	-221,2	-307,9
40300F	AJUSTEMENT BASE CAISSE	18,4	-2,6	47,3	-49,5	-111,0	-85,6
40310F	Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
40311F	Sur dépenses intérieures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
403111F	Accumulation						
403112F	Réduction						
40312F	Sur intérêts dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
403121F	Accumulation						
403122F	Réduction						
40313F	Sur intérêts dette intérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
403131F	Accumulation						
403132F	Réduction						
40320F	Fonds en route	18,4	-2,6	47,3	-49,5	-111,0	-85,6
R1-D1+40300F	SOLDE GLOBAL BASE CAISSE	-72,3	-176,0	-248,2	-149,8	-430,1	-584,5
POUR MEMOIRE							
R3 - D3 + D4	Solde primaire courant	160,0	167,8	220,3	43,7	6,9	-25,0
R2 - D3 + D4 - D51	Solde primaire de base	-16,8	-65,0	-198,7	-22,0	-160,6	-304,4
R2 - D2 + D4	Solde primaire hors dons	-85,0	-160,2	-336,5	-129,9	-316,7	-598,8
R1 - D2 + D4	Solde primaire	-52,1	-114,6	-202,2	-84,4	-253,1	-391,7
40400F	Dépenses budgétaires de santé						
	dont achats des vaccins						
40500F	Dépenses budgétaires d'éducation						
40600F	Réduction des arriérés de paiement financée sur dons budgétaires						

Source: TOFE DGTCP/DSOFE et CNPE

FICHE 4.2: FINANCES PUBLIQUES (Financement)

(en milliards de FCFA)

CODES	INTITULES	2019			2020		
		30/6	30/9	31/12	31/3	30/6	30/9
41000F	BESOIN OU CAPACITE DE FINANCEMENT	72,3	176,0	248,2	149,8	430,1	584,5
41100F	FINANCEMENT EXTERIEUR :	24,9	92,4	97,2	50,8	71,5	200,7
41101F	Tirages sur prêts projets	40,7	61,1	90,6	62,4	99,3	193,9
41102F	Tirages sur prêts programmes	8,0	65,5	65,5	0,0	5,2	49,6
411021F	Appuis budgétaires						
41103F	Amortissement sur dette extérieure	-23,8	-34,2	-58,9	-11,6	-33,0	-42,9
41104F	Variation des arriérés d'amortissement						
411041F	Accumulation						
411042F	Réduction						
41105F	Rééchelonnements						
411051F	dont PPTE						
41106F	Annulations de dettes						
411061F	dont PPTE						
41107F	Bons du Trésor						
41200F	FINANCEMENT INTERIEUR :	45,0	79,2	104,0	103,3	352,0	381,7
41210F	Système bancaire	-48,6	-3,6	19,8	-74,6	9,1	89,6
41211F	BCEAO:	-80,7	2,6	11,2	-154,5	-65,7	23,5
412111F	Contrepartie du FMI	5,6	19,3	11,3	13,5	77,2	76,1
412112F	Amortissement des découverts consolidés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
412113F	Variation des arriérés d'amortissement						
4121131F	Variation d'arriérés d'amortissement sur découverts consolidés						
41211311F	Accumulation						
41211312F	Réduction						
4121132F	Variation autres arriérés d'amortissement						
41211321F	Accumulation						
41211322F	Réduction						
412114F	Emprunts nets	-86,3	-16,7	0,0	-168,0	-142,9	-52,6
4121141F	dont Amortissement						
41212F	Autre secteur bancaire:	32,0	-6,2	8,6	79,9	74,8	66,1
412121F	Avances ou prêts à l'Etat						
412122F	Amortissement	-13,1	-15,2	-25,0	-2,3	65,2	63,1
412123F	Variation des arriérés d'amortissement						
4121231F	Accumulation						
4121232F	Réduction						
412124F	Variation nette des dépôts particuliers aux	20,9	21,4	20,1	-1,3	-20,4	-27,3
412125F	Participation à la recapitalisation des banques	24,3	-12,4	13,5	83,5	30,0	30,4
412126F	Bons du Trésor	24,3	-12,4	13,5	83,5	30,0	30,4
41220F	Financement du secteur non bancaire:	93,6	82,8	84,2	177,9	342,8	292,1
41221F	Emprunts obligataires et titrisation						
41222F	Amortissement des emprunts obligataires et titrisation						
41223F	Variation des arriérés d'amortissement	0,0	0,0	0,0	74,1	0,0	0,0
412231F	Variation des arriérés d'amort. sur emprunts	0	0	0	0	0	0
4122311F	Accumulation						
4122312F	Réduction						
412232F	Variation autres arriérés d'amortissement	0	0	0	74,1	0,0	0,0
4122321F	Accumulation						
4122322F	Réduction	0	0	0	74,1	0,0	0,0
41224F	Produits de la privatisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
41225F	Autre financement non bancaire	93,6	82,8	84,2	103,8	342,8	292,1
412251F	Correspondants du Trésor	-34,3	-54,5	-92,9	20,9	116,5	150,2
41300F	Ajustement statistique						
ECART RESIDUEL [(D1-R1- 40300F)-41100F-41200F-41300F]		2,4	4,5	47,0	-4,3	6,6	2,2
POUR MEMOIRE							
41400F	Réduction d'arriérés d'amortissement intérieurs sur dons budgétaires						
41500F	Réduction d'arriérés d'amortissement extérieurs sur dons budgétaires						

Source: TOFE DGTCP/DSOFE

FICHE 5.1 : ECHANGES EXTERIEURS / BALANCE DES PAIEMENTS (5ème édition FMI)						
(en milliards de francs)						
CODES	RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
		déf	déf	déf	Est	proj
51100B	BALANCE COMMERCIALE	-0,38	105,20	161,06	219,52	614,03
51101B	Exportations FOB	1 676,36	1 995,60	2 196,30	2 301,24	2 671,99
511011B	Produits de l'agriculture, sylviculture, élevage	230,05	284,72	282,27	238,69	265,43
5110111B	Cacao					
5110112B	Café					
5110113B	Coton	198,40	253,28	250,29	206,14	232,40
5110114B	Bois					
5110115B	Noix de cajou					
5110116B	Bétail	31,65	31,44	31,98	32,55	33,03
5110117B	Autres					
511012B	Produits miniers	1 144,91	1 482,49	1 587,31	1 809,24	2 130,91
5110121B	Or	1 091,75	1 386,67	1 492,47	1 714,52	2 067,76
5110122B	Phosphates					
5110123B	Uranium					
5110124B	Pétrole brut					
5110125B	Autres	53,16	95,82	94,84	94,71	63,15
511013B	Produits manufacturés					
511014B	Autres produits	301,41	228,39	326,72	253,31	275,65
5110141B	Réexportations des produits					
51102B	Importations FOB	1 676,74	1 890,40	2 035,25	2 081,72	2 057,96
511021B	Produits alimentaires	167,77	178,40	182,50	192,15	202,23
5110211B	Céréales	149,49	158,12	160,22	158,26	163,00
511022B	Biens de consommation					
511023B	Biens intermédiaires					
511024B	Biens d'équipement					
511025B	Produits pétroliers	283,28	356,38	420,45	417,29	333,23
5110251B	Autres produits	18,28	20,28	22,28	33,89	39,22
51200B	BALANCE DES SERVICES	-471,36	-518,46	-525,27	-538,71	-539,76
51103B	Exportations de services	262,88	279,23	309,44	316,33	316,19
511031B	Transports					
5110311B	Fret					
511032B	Voyages					
5110321B	Tourisme					
511033B	Autres services					
5110331B	Assurance					
51104B	Importations de services	734,24	797,69	834,71	855,04	855,96
511041B	Transports					
5110411B	Fret					
511042B	Voyages					
5110421B	Tourisme					
511043B	Autres services					
5110431B	Assurance					
51300B	REVENUS NETS DES FACTEURS	-231,77	-230,42	-266,89	-238,83	-242,68
51301B	Rémunération des salariés	-8,45	-7,29	-4,24	-3,13	-4,35
51302B	Revenus des investissements	-223,31	-223,12	-262,65	-235,70	-238,33
513021B	Investissements directs					
513022B	Investissements de portefeuille					
513023B	Autres investissements					
5130231B	Intérêts de la dette publique dus	-16,81	-20,16	-23,06	-21,51	-21,34
51400B	TRANSFERTS COURANTS NETS	241,14	231,54	261,84	270,29	347,53
51401B	Privés	130,15	131,54	138,52	148,72	140,07
514011B	Envoi des fonds des travailleurs					
514012B	Autres transferts					

5140121B	ONG					
51402B	Publics	110,99	100,01	123,32	121,56	207,46
514021B	Dons courants reçus (programme)	81,20	74,36	92,70	88,38	176,68
51000B	BALANCE COURANTE	-462,4	-412,1	-369,3	-287,7	179,1
52000B	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	706,83	663,52	489,05	355,89	-48,96
52100B	Compte de capital	151,92	172,79	175,84	99,68	277,27
52101B	Transferts de capital	151,92	172,79	175,84	99,68	277,27
521011B	Administrations publiques	100,85	119,95	122,39	45,89	223,18
5210111B	Remise de dettes					
52101111B	<i>dont PPTTE</i>					
5210112B	Dons projets	100,85	119,95	122,39	45,89	223,18
5210113B	Autres transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
521012B	Autres secteurs	51,07	52,84	53,45	53,78	54,09
5210121B	Transferts des migrants					
5210122B	Remise de dettes					
5210123B	Autres transferts	51,30	52,99	53,72	54,06	54,38
52102B	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers et non produits					
52200B	Compte d'opérations financières	554,91	490,73	313,22	256,21	-326,23
52201B	Investissements directs nets	201,55	-4,47	111,48	112,14	70,06
522011B	Investissements directs de l'économie à l'étranger					
522012B	Investissements directs de l'étranger à l'économie					
52202B	Investissements de portefeuille nets	7,93	112,40	150,20	108,03	113,15
522021B	Investissements de portefeuille : avoirs					
5220211B	Titres de participation					
52202111B	Administrations publiques					
5220212B	Titres de créance					
52202121B	Administrations publiques					
522022B	Investissements de portefeuille : engagements					
5220221B	Titres de participation					
52202211B	Administrations publiques					
5220222B	Titres d'engagement					
52202221B	Administrations publiques					
52203B	Autres investissements nets	345,43	382,80	51,54	36,04	-509,45
5220311B	Autorités monétaires					
52203111B	Tirages					
52203112B	Amortissement					
52203113B	Autres					
5220312B	Administrations publiques	145,01	77,11	158,62	237,61	224,53
52203121B	Tirages	144,80	124,49	158,91	292,95	271,72
522031211B	Aide projet	81,83	124,49	102,77	90,60	143,46
522031212B	Aide budgétaire	62,97	0,00	28,21	65,50	92,18
52203122B	Amortissement	0,21	-47,38	-0,30	-55,34	-47,19
52203123B	Autres	89,49	63,65	96,82	224,65	196,59
5220313B	Autres secteurs	200,43	305,69	-107,08	-201,57	-733,98
52203131B	Tirages	1 047,55	596,94	204,96	58,01	-458,43
52203132B	Amortissement	-847,13	-291,25	-312,04	-259,58	-275,55
52203133B	Autres					
53000B	Erreurs et omissions	-3,2	-4,5	-3,5	-3,1	0,0
54000B	BALANCE GLOBALE (solde à financer)	241,3	246,9	116,3	65,0	130,2
55000B	FINANCEMENT	-241,3	-246,9	-116,3	-65,0	-130,2
55010B	Avoirs de réserve	-295,5	-64,2	-85,7	-85,7	-875,4
550101B	Position de réserve au FMI					
550102B	Avoirs nets des banques	-295,5	-64,2	-85,7	-85,7	-875,4
55020B	Financement exceptionnel					
550201B	Variation des arriérés de paiement					
5502011B	Accumulation d'arriérés de paiement					
5502012B	Réduction d'arriérés de paiement					
550202B	Rééchelonnement de dette					
5502021B	PPTTE					
550203B	Annulation de dette					
5502031B	PPTTE					
55030B	Engagements constituant des réserves pour autorités étrangères					

Source: BCEAO (1985-2018) et DGEP (2019-2024)

FICHE 7 : DETTE PUBLIQUE						
(encours en fin de période : milliards de F cfa)						
CODES	INTITULES	2016	2017	2018	2019	2020
70000S	DETTE PUBLIQUE TOTALE	2459,0	2735,7	3327,1	3952,3	4630,0
70001S	Encours de la dette directe de l'Etat	2459,0	2735,7	3327,1	3952,3	4630,0
70002S	Encours de la dette avalisée par l'Etat	0,0	0,0			
70100S	DETTE EXTERIEURE	1598,8	1602,2	1764,2	2039,3	2192,9
	multilatérale:					
	* situation en fin de période:					
70101S	Encours en fin de période	1394,9	1396,0	1558,4	1812,0	1930,1
701011S	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701012S	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
701013S	Engagements (nouveaux prêts)	248,5	0,0	149,9	280,2	0,0
701014S	Tirages	141,3	110,4	179,3	242,2	172,6
701015S	Montant du principal payé	29,9	33,8	36,6	43,1	30,1
701016S	Montant des intérêts acquittés	13,7	16,0	15,1	18,0	13,1
701017S	Annulation du service de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	bilatérale:	203,9	206,2	205,8	227,3	262,8
	* situation en fin de période:					
70102S	Encours en fin de période	203,9	206,2	205,8	227,3	262,8
701021S	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701022S	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
701023S	Engagements (nouveaux prêts)	25,2	73,2	34,7	120,1	93,8
701024S	Tirages	4,1	31,6	20,7	14,1	53,2
701025S	Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701026S	Annulations de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701027S	Montant du principal payé	12,0	16,4	18,5	14,5	12,7
701028S	Montant des intérêts acquittés	2,9	4,2	8,0	4,8	2,1
	dette éligible au Club de Paris					
	(Pour mémoire)					
	* situation en fin de période:					
70102PS	Encours en fin de période	12,7	42,5	46,8	72,1	101,0
701021PS	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701022PS	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
701023PS	Engagements (nouveaux prêts)	2,5	52,5	6,6	60,3	45,9
701024PS	Tirages	0,0	30,6	7,0	11,5	33,0
701025PS	Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701027PS	Annulations de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701028PS	Montant du principal payé	0,8	1,4	3,3	2,6	4,3
701029PS	Montant des intérêts acquittés	0,3	0,4	1,5	1,9	0,3
	dette privée (Club de Londres):					
	(Pour mémoire)					
	* situation en fin de période					
70103LS	Encours en fin de période	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701031LS	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701032LS	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
701033LS	Engagements (nouveaux prêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701034LS	Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701035LS	Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701037LS	Annulations de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701038LS	Montant du principal payé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701039LS	Montant des intérêts acquittés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Dettes hors Club de Paris & Club de Londres					
	(Pour mémoire)					
	* situation en fin de période					
70103PLS	Encours en fin de période	191,2	163,6	158,9	155,2	161,8
701031PLS	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701032PLS	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
701033PLS	Engagements (nouveaux prêts)	22,7	20,8	28,1	59,7	47,9
701034PLS	Tirages	4,1	0,9	13,7	2,6	20,2
701035PLS	Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701037PLS	Annulations de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
701038PLS	Montant du principal payé	11,2	14,9	15,3	11,9	8,4
701039PLS	Montant des intérêts acquittés	2,6	3,8	6,5	2,9	1,7

70200S	DETTE INTERIEURE TOTALE	860,2	1133,6	1562,8	1913,0	2437,1
	auprès de la BCEAO:					
	* situation en fin de période:				0,0	0,0
70201S	Encours en fin de période	144,2	119,3	111,2	134,6	186,7
702010S	dont FMI	129,2	109,4	106,4	134,0	186,4
702011S	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702012S	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702013S	Accords de consolidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702014S	Dépôts de l'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702015S	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
					0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
702013S	Engagements (nouveaux prêts)	19,0	3,5	0,0	43,8	69,3
702014S	Tirages	19,0	3,5	14,0	43,8	69,3
702015S	Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702018S	Montant du principal payé	10,1	18,6	23,8	23,8	0,0
702019S	Montant des intérêts acquittés	0,4	1,3	1,0	1,0	0,0
	auprès des banques commerciales:					
	* situation en fin de période:					
70202S	Encours en fin de période	63,0	49,0	35,1	123,8	237,2
	dont obligations par syndication		256,9		0,0	0,0
702021S	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702022S	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702023S	Dépôts de l'Etat			0,0	0,0	0,0
702024S	Dépôts de tiers au Trésor (CCP)			0,0	0,0	0,0
	* opérations en cours d'année:					
702025S	Engagements (nouveaux prêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702028S	Tirages	0,0	0,0	0,0	101,4	122,0
702029S	Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7020210S	Montant du principal payé	10,8	12,4	17,9	25,0	11,0
7020211S	Montant des intérêts acquittés	2,3	4,9	7,3	2,7	4,1
	auprès du secteur non bancaire:					
	* situation en fin de période:					
70203S	Encours en fin de période	653,0	965,2	1416,6	1654,6	2013,2
702031S	Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702032S	Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702033S	Arriérés sur dépenses intérieures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7020331S	dont arriérés sur salaires					
	* opérations en cours d'année:					
702034S	Engagements (nouveaux prêts)	468,5	630,4	704,7	0,0	0,0
702035S	Tirages	468,5	630,4	704,7	690,3	895,1
7020351S	Bons du Trésor	303,5	278,6	357,5	327,5	376,7
7020352S	Obligations	165,0	351,8	347,2	362,8	518,4
702036S	Variation des arriérés sur dépenses int.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
702037S	Montant du principal payé	94,1	78,5	62,0	120,2	266,5
702038S	Montant des intérêts acquittés	40,5	43,2	66,0	91,9	84,9

Source : Direction de la dette publique